

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1921 (1).

ANNEXE II. — RAVITAILLEMENT.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2),
PAR M. HALLET.

MESSIEURS,

Votre Commission a pensé qu'il était nécessaire de constituer un Budget séparé pour les dépenses et les recettes du Ravitaillement. Il s'agit là, en effet, d'une régie, provisoire, il est vrai, mais dont il importe cependant d'examiner les résultats. Nous publions donc en annexe le projet de Budget relatif à l'Administration du Ravitaillement. Ce projet tient compte des nouvelles réductions qui ont été apportées, d'accord avec le Ministre, aux crédits sollicités primitivement et est destiné à remplacer les tableaux figurant à l'annexe II du n° 262 des documents de la Chambre des Représentants. (ANNEXE I).

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans;

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

Les dépenses pour 1921 s'élèvent à la somme de 1,196,920,000 francs et les recettes à 1,150,400,000 francs. Le déficit présumé est donc de 46,520,000 francs.

Ce déficit est calculé en tenant compte de ce que le prix du pain est fixé à fr. 1.20

Il y a lieu de faire remarquer, d'autre part, qu'au 31 décembre 1920, il existait un stock de 315,654 tonnes de céréales dont la réalisation au cours de l'année amènera une perte supplémentaire.

Ce stock comprenait :

129,682 tonnes déchargées et réceptionnées pour une valeur globale	
de	fr. 203,866,082 96
54,066 tonnes en déchargement	} 292,674,531 07
131,906 tonnes flottantes	
	fr. <u>496,540,614 04</u>

Selon les prévisions, et sans tenir compte des achats effectués à partir du 1^{er} janvier 1921, et qui contribueront à amortir les pertes, ces 315,654 tonnes seront réalisées pour environ fr. 322,000,000 »
ce qui laisserait un déficit approximatif de 174,500,000 »
dont il faudra, toutefois, déduire le bénéfice réalisé par la vente des sons.

Mais nous n'avons pas à comptabiliser ce manquant au Budget actuel, les achats ayant été effectués avant l'année 1921. Compte en sera tenu lorsqu'après la suppression des services du ravitaillement, on établira le bilan à présenter aux Chambres législatives.

. . .

On remarquera que des réductions importantes ont été faites sur le projet du Budget. Nous mettons ci-dessous les chiffres en regard :

Libellé.	Budget.	Amendements.
1. Personnel temporaire fr.	1,850,000	1,750,000
2. Matériel, loyer, mobilier, etc.	270,000	270,000
3. Frais de route et de séjour, etc.	600,000	500,000
4. Ravitaillements (1)	1,976,074,000	1,194,400,000
TOTAL. . . . fr.	<u>1,978,794,000</u>	<u>1,196,920,000</u>

(1) Services :

Vivres indigènes fr.	1,590,350,000	1,000,000,000
Commerciaux	85,924,000	5,900,000
Frigorifique	270,000,000	177,000,000
Costume national	12,000,000	9,000,000
Confection de tissus	2,500,000	2,500,000
Chaussure nationale	15,000,000	»
TOTAL fr.	<u>1,976,074,000</u>	<u>1,194,400,000</u>

La diminution est donc notable: elle représente une somme de 781,874,000 fr.

Les traitements et indemnités du personnel temporaire, y compris l'indemnité de vie chère, comportent une réduction de 100,000 francs.

Les frais de traitements de séjour, etc., sont allégés de 100,000 francs.

Le ravitaillement de la population est diminué de 781,674,000 francs, dont voici le détail :

Les achats de blé exotique de 1,491,550,000 francs tombent à 952,150,000 francs, d'où en moins 539,400,000 francs. Pour la campagne prochaine, il ne sera plus acheté de blé indigène.

Les achats de maïs, orge et seigle pour la levurerie portés au Budget pour 25,800,000 francs, sont supprimés.

Les services commerciaux sont réduits de 80,000,000 francs par la suppression des achats de beurre et lait. Les sommes maintenues au Budget (15,900,000 fr.) sont destinées à couvrir les frais généraux de la gestion des stocks existants au 1^{er} janvier 1921. Tous les employés du service ont été renvoyés, sauf ceux qui sont chargés des diverses liquidations.

Au service frigorifique, les achats de viande congelée, portés pour 251,500,000 francs, ne comporteront qu'une dépense de 151,500,000 francs, soit 100 millions de moins.

Ces réductions s'expliquent par l'abaissement du prix des marchandises dans les pays d'origine, la baisse du fret et la diminution subie par le cours des changes. Le premier projet a été élaboré à la fin de l'année 1920, avant que la baisse des prix ne se fût produite. On peut ajouter, que la vente de la viande congelée a subi une forte réduction de consommation. La crise industrielle a atteint ce service dans sa clientèle la plus importante, les ouvriers, dont la capacité d'achat a été sérieusement atteinte par suite de la diminution des salaires et du chômage intensif.

La suppression de la confection de la Chaussure nationale réduit l'article au Budget de 29,800,000 francs à 11,500,000 francs: diminution de 18 millions 300,000 francs.

Il y a, naturellement, du côté des recettes des diminutions adéquates qui réduiront celles-ci de 1,665,524,000 francs à 1,150,400,000 francs

Libellé.	Budget.	Amendements.
Vente à la meunerie fr.	1,254,000,000 »	956,000,000 »
Vente à la levurerie	25,000,000 »	Supprimé.
Vente de beurre, lait condensé et tricot, etc.	81,924,000 »	5,900,000 »
Vente de viande congelée. . . .	270,000,000 »	177,000,000 »
Vente du costume et de la chaus- sure	29,800,000 »	11,500,000 »

* * *

Nous ne croyons pas devoir discuter ici la proposition de MM. Maenhaut et consorts supprimant le Département de Ravitaillement, puisque ce projet ne vise

que le Budget de 1922. La plupart des sections et la section centrale, y compris M. Maenhaut lui-même, en ont d'ailleurs reconnu l'inconstitutionnalité.

D'autre part, nos honorables collègues nous paraissent enfoncer une porte ouverte, en partie tout au moins, car le Ministre de l'Industrie et du Travail a manifesté déjà, à plusieurs reprises, son intention formelle d'arriver peu à peu à la suppression des divers services de ravitaillement.

L'examen du Budget montre que la promesse faite par lui, dans ses déclarations successives, de revenir aussi vite que possible à la situation normale, — tout en sauvegardant les intérêts du consommateur, — a été fidèlement tenue. Les amendements proposés, d'accord avec lui, le prouvent clairement.

* * *

Le retour à une situation économique normale se caractérise donc par une diminution très importante de l'activité du Département du Ravitaillement. Celle-ci a eu sa répercussion non seulement dans le Budget, comme nous venons de le signaler, mais aussi dans une réduction importante et proportionnelle du personnel. En effet, lors de la rédaction du dernier rapport du Budget pour l'exercice 1920, notre honorable collègue, M. Bologne, signalait l'existence du personnel suivant :

	Au 18 mars 1920.	Au 1 ^{er} juin 1921.
Cabinet du Ministre et l'Office central du Ravitaillement.	16	7
Services commerciaux	118 ⁽¹⁾	48 ⁽²⁾
Service des achats	18	17
Services administratifs	12	13
Services des licences	41	18
Vivres indigènes.	141 ⁽³⁾	143 ⁽³⁾
Services frigorifiques	101 ⁽⁴⁾	200 ⁽⁵⁾
C. B. R. I. en liquidation	11	7
	442 ⁽⁶⁾	482 ⁽⁷⁾

Le personnel des Services frigorifiques a été augmenté. Mais il importe de ne pas perdre de vue l'extension considérable prise par ce service qui prépare en ce moment la construction de 17 entrepôts frigorifiques régionaux, et dispose de moyens de transport perfectionnés et adaptés à la nature de la marchandise.

(1) Non compris les services provinciaux et l'atelier du tricot.

(2) Y compris les services provinciaux et l'atelier du tricot.

(3) Y compris les inspecteurs.

(4) Non compris les services provinciaux.

(5) Y compris les services provinciaux.

(6) Non compris certains services provinciaux.

(7) Y compris tous les services provinciaux.

Il est utile de signaler également que le retour progressif à une situation normale a commencé depuis longtemps : si l'on examine la marche du Service des licences, on voit combien le Ministre a eu le souci d'abandonner cette réglementation exceptionnelle aussi vite que possible, dès que les circonstances semblaient tendre vers la normale. Dès le 28 décembre 1918, les licences d'importation ont été abolies pour toute une série d'articles. Il a été donné une nouvelle extension à cette mesure le 4 janvier 1919; les licences d'importation ont été abolies à cette date pour toutes les marchandises, sauf les céréales panifiables, les orges, l'avoine, les seigles, le tabac brut et manufacturé, les vins et spiritueux.

C'est ainsi que d'étape en étape ce service a été ramené aux proportions les plus modestes.

Dans le domaine des achats de céréales, il importe de signaler que le contrat Gray ne sera pas renouvelé et que, dès le 22 avril 1921, le chef du Département du Ravitaillement prenait un arrêté modifiant complètement les attributions de la Commission d'achat des blés exotiques qui, d'exécutive qu'elle était, devint consultative. Des négociations sont actuellement en cours entre les représentants du commerce des grains, de la meunerie, de la boulangerie, d'une part, et le Département, d'autre part, pour le retour à une situation normale.

*
* *

Une note de la Commission du budget, et différentes questions posées en Sections, insistent pour que l'État fixe, d'une façon certaine, les sacrifices qu'il a dû consentir sur les stocks de marchandises diverses dont il a fait l'acquisition, afin de les distribuer aux consommateurs.

Le Département du Ravitaillement est en mesure, par des documents comptables, de fixer avec précision ces sacrifices. Ceux-ci s'élèvent à :

	Exercice de 1919.
Vivres indigènes (céréales) fr.	10,741,187 73
Pertes sur le bétail	10,636,527 12
Services frigorifiques	1,358,970 06

	Exercice de 1920.
Vivres indigènes (céréales) fr.	187,280,357 33
Pertes sur le bétail	72,077,247 86
Services commerciaux (deux exercices réunis 1919-1920).	72,218,467 25
Service frigorifique	16,359,656 32
Le Costume national accuse, pour l'exercice 1920, un bénéfice de fr.	9,517.48.

*
* *

Les membres de la Commission ont aussi émis le vœu de connaître les sacrifices éventuels pour l'exercice 1921.

Le Département du Ravitaillement est disposé à satisfaire à ce désir. Ses évaluations ne peuvent toutefois être qu'approximatives, étant donné que, pour le pain, par exemple, elles sont influencées par des facteurs extrêmement variables, notamment les fluctuations de change et le prix du pain, que le Ministre a l'intention d'abaisser à 1 franc à partir du 1^{er} juillet.

Dans cette hypothèse, la perte éventuelle sur le stock céréales, reçu depuis le 1^{er} janvier 1921 et à recevoir, est évaluée à 281,500,000 francs.

Les services commerciaux prévoient une perte de fr. 22,812,544.10 sur le beurre et de fr. 8,048,965.38 sur marchandises diverses.

Le Service frigorifique ne prévoit pas de perte pour 1921.

Le Costume national non plus.

BÉNÉFICES.

A. — Céréales.

Il convient de signaler que toutes les opérations du Ravitaillement ne se sont pas clôturées par des pertes. Les bénéfices réalisés par le *Bureau des sons* se chiffrent par :

Fr.	6,006,566.22	pour l'année 1919 ;
»	37,983,770.92	pour l'année 1920 ;
»	30,500,000	» (évaluation pour 1921),

ce qui donnera un bénéfice total d'environ 74,500,000 francs.

La perte totale sur céréales serait alors ramenée, pour les trois exercices, de 479,500,000 à 405,000,000 de francs.

B. — Sucre.

Il en est de même des opérations relatives au sucre. Le résultat en a été condensé, pour les trois exercices, de la façon suivante :

Le Ministre des Finances accuse comme recettes perçues du chef de la *taxe de compensation* sur les sucres :

En 1919	fr.	9,538,274 84
En 1920 :		16,674,688 67
En 1921 jusque fin mars		107,900 »
Soit au total.		fr. 26,320,863 51

dont il faut défalquer certaines dépenses, telles que pertes des sucreries dues aux faits de guerre et ristournes diverses, évaluées, sous réserve de modification, à

	fr.	6,234,682 07
Le bénéfice total des opérations en sucre se chiffre à	fr.	<u>20,086,181 44</u>

Toutefois, l'exportation des excédents de la campagne des sucres de 1920-1921 (30,000 tonnes) pourrait laisser une perte qui, calculée sur la base du prix mondial *actuel*, peut être évaluée au maximum à 6 millions. Les fabricants de sucre s'étant engagés à supporter 50 % de cette perte, le sacrifice du Département ne s'élèverait qu'à 3 millions.

Donc, même dans l'hypothèse la plus défavorable, c'est-à-dire si le Département doit supporter sur l'exportation une perte de 3 millions, il restera néanmoins un boni de plus de 17,000,000 de francs.

Pour remédier à la pénurie de sucre en Belgique, pendant la campagne de 1918-1919, le Ministère du Ravitaillement a autorisé les industriels et les commerçants à acheter des sucres exotiques pour l'intérieur du pays, avec la faculté pour le Ministère de reprendre ces sucres ou une partie de ceux-ci si, à un moment donné, le stock destiné à la consommation intérieure ne répondait plus aux besoins.

Le Ministère, se prévalant de cette faculté, a repris les contrats ci-après :

- a) Union des confiseurs : 1,000 tonnes de sucre blanc Java ;
- b) Union des chocolatiers : 1,000 tonnes de sucre granulé ;
- c) Union des chocolatiers : 1,000 tonnes de sucre blanc Maurice ;
- d) Comptoir sucrier d'Anvers : 4,000 tonnes de sucre blanc Java ;
- e) Comptoir sucrier d'Anvers : 1,000 tonnes de sucre brun Java qui furent délivrées à la Raffinerie Tirlemontoise.

De plus, le Gouvernement avait acheté environ 8,500 tonnes de sucre blanc Maurice qu'il destinait à la consommation intérieure.

Au mois d'août 1919, le Gouvernement estimant le stock de sucre de la Belgique supérieur aux nécessités de la consommation jusqu'à la nouvelle récolte, décida de céder 5,000 tonnes au Gouvernement français dont les besoins étaient grands.

La liquidation des sucres faisant l'objet de ces divers contrats, a laissé un bénéfice total de fr. 2,720,424.49.

Le bénéfice sur l'entièrete des opérations en sucre s'élève donc à fr. 22,806,605.93, pour les trois exercices.

C. — Alcools.

La vente des alcools (dont on trouvera à l'ANNEXE III l'explication) a donné un bénéfice de 11 millions 842,846 fr. 74.

* * *

Nous publions (ANNEXE II), à titre documentaire, une note montrant comment les pertes éventuelles sur les opérations en céréales de 1921 ont été évaluées.

* * *

L'importance des sacrifices consentis par le Ravitaillement peut, à première vue, surprendre les personnes non prévenues. Il est utile de rappeler que lorsque

le Gouvernement décrète l'organisation du service du ravitaillement, il crée, il organise, il exploite un *service public*.

A ce propos, nous rappellerons l'extrait d'un discours prononcé par M. le Ministre Berryer, le 29 juin 1914, au cours de la discussion du Budget de l'Intérieur :

« A mon avis », disait-il, « le critérium d'un service communal, c'est que ce service s'impose au devoir du pouvoir communal à tel point que celui-ci devrait envisager, s'il en était besoin, l'hypothèse de le remplir *même à perte*. Le service public communal, c'est donc un service qui peut procurer *quelque bien à la collectivité et dès lors, même sans profit pour la caisse, le pouvoir communal peut avoir à l'organiser* ».

a) Le subside sur le *pain*, qui s'élève donc en Belgique pour les trois exercices, à 405 millions de francs, est un sacrifice consenti partout à l'étranger après l'armistice, afin de maintenir cette denrée indispensable à un taux assez bas pour éviter des troubles sociaux. Ce sacrifice fut fait avec l'approbation de tous les Ministres, dans tous les Cabinets qui se sont succédé depuis la constitution du Cabinet Delacroix.

En France, il s'est élevé à fr. 3,548,391,800.94 du 1^{er} janvier 1919 au 30 juin 1920 et en Angleterre à 3,500,000,000 francs de mai 1919 au 15 mars 1920.

b) En ce qui concerne le *bétail*, il convient de rappeler que, par cinq contrats successifs le Gouvernement a importé du bétail argentin, canadien et américain au cours des années 1919 et 1920.

Il est difficile, étant donné le manque de bases pour les comparaisons, d'évaluer quelle fut l'économie indirecte réalisée par le consommateur par l'introduction, sur le marché belge, de bétail exotique.

Ce qu'on peut dire, cependant, c'est que ces importations ont été faites au moment où le bon bétail de boucherie faisait presque complètement défaut dans le pays. Elles ont atteint le double résultat de procurer à la population la nourriture carnée dont elle avait tant besoin après l'armistice et de préserver le cheptel national d'une véritable destruction. Les statistiques de l'inspection vétérinaire du Ministère de l'Agriculture ni celles du Ministère de l'Intérieur sur l'abatage du bétail ne sont encore à jour, pour permettre l'évaluation exacte des économies dont nous parlons ci-dessus.

On estime cependant la consommation totale annuelle, en viande, pour tout le pays, à 160 millions de kilogrammes, dont 40 millions sont fournis par les Services frigorifiques de l'État. On consomme donc annuellement 120 millions de kilogrammes de viande fraîche. En 1920, les importations de bétail exotique n'ont porté que sur les sept premiers mois. Il n'y a donc lieu de considérer que les sept douzièmes de la consommation annuelle, soit 70 millions de kilogrammes. Pendant cette période, le Gouvernement a jeté sur le marché 33,039 têtes de gros bétail, pour un poids net total de 20,493,829 kilogrammes.

En admettant que ce rendement en viande n'ait pas dépassé 50 % du poids vivant, la quantité livrée à la consommation aurait donc atteint 10,250,000

kilogrammes, soit plus du septième de la consommation totale de la viande fraîche du pays.

Pendant les sept premiers mois de l'année 1920, on a exposé en vente sur le marché de Cureghem, au total 36,313 bovidés, dont 20,056, soit 50 % environ, étaient des animaux importés par le Département du Ravitaillement. On saisit dès lors immédiatement l'appoint énorme de ces importations de bétail exotique et l'influence qu'elles auront eue sur les prix.

Il est bon de remarquer aussi que lorsque les importations cessèrent au mois d'août 1920, alors que le bétail indigène était le mieux préparé pour la boucherie et se trouvait en quantités suffisantes pour parer aux besoins du pays, une hausse des prix s'est manifestée et s'est maintenue jusqu'à la fin de 1920 et même jusqu'aujourd'hui.

c) En ce qui concerne la perte sur la *viande congelée*, il est très important de signaler que, dans le chiffre cité, sont compris, pour amortissement des installations d'Anvers et du matériel roulant : fr. 2,127,193.02. On constate combien ces amortissements sont grands.

La perte sur le frigo se justifie par les mêmes arguments que pour l'introduction du bétail vivant, mais aussi par la nécessité de lancer dans le public une denrée à la consommation de laquelle il se montrait réfractaire, étant victime d'un préjugé ridicule qui lui faisait considérer cette viande congelée comme inférieure en qualité.

A ce propos, il est intéressant de signaler qu'à Liège, en une semaine de décembre 1919, le non-arrivage des viandes congelées d'Amérique a fait monter le prix de la viande fraîche de 3 francs au kilogramme.

Il est évidemment difficile de tabler sur cette donnée unique, mais en admettant pour un moment que la consommation totale en viande fraîche ait été en 1920 le double seulement de celle de la viande congelée, on aurait fait réaliser à la population une économie de $80,000,000 \times 3$ francs, soit 240 millions de francs.

d) Quant aux pertes des *Services commerciaux*, il est évident qu'elles furent influencées par quelques opérations malheureuses qui ont clôturé en déficit, par suite de l'effondrement des cours. C'est le cas notamment pour les contrats de fromage.

Pour ce qui est de la perte sur le *beurre*, elle est certainement justifiée par la pression que la vente de cette denrée, par le Ministère, a opérée sur les prix, pression dont nous retrouvons la bienfaisante influence dans une statistique des cours qui démontre qu'à chaque apparition du beurre du Ravitaillement les cours ont fléchi. (Voir tableau ANNEXE V).

e) Pour le *sucré*, un état comparatif entre les prix pratiqués en France depuis juillet 1919 jusqu'au mois de mai 1921 et ceux pratiqués en Belgique démontre qu'en se basant sur une consommation belge moyenne de 10 millions de kilogrammes par mois, on a fait réaliser au consommateur belge une économie de 341,750,000 francs.

Il nous reste à signaler quelques services qui risquent de passer inaperçus si l'on n'attire pas l'attention, non sur l'importance des transactions, mais sur l'importance sociale du but qu'ils poursuivent.

A. — En juin 1920, le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement opéra la reprise de l'*Atelier du Tricot*. Celui-ci fut créé pendant la guerre à l'initiative des dirigeants du Comité National. Il avait pour but de procurer du travail à des femmes réduites à la misère par suite du départ de leur mari, soit dans les rangs de l'armée, soit dans les prisons allemandes. Cette œuvre continue à l'heure actuelle. Elle occupe 2,170 femmes. Depuis le mois de juin 1920, elle a acheté 50,000 kilogrammes de laine.

Ces 50,000 kilogrammes de laine ont donné 45,593 kg. 220 de laine filée et 2,821 kg. 800 de déchets, la différence de 1,584 kg. 980 étant le résultat de la sécheresse.

Ses opérations sont comptabilisées avec celles des Services commerciaux. (Voir tableau ANNEXE IV.)

B. — Le *Costume national* a été confectionné avec des laines achetées après l'armistice pour l'armée. Le service a rencontré des difficultés considérables à faire filer ces laines que les fabricants n'aimaient pas à travailler.

Une partie de ces matières cependant ont été tissées en 1919 pour le service de l'armée (confection de drap de vareuses et de capotes).

Une autre partie fut affectée à la confection de draps pour différentes administrations, telles que les Chemins de fer, les Douanes, les Postes, l'Office de la Protection de l'Enfance du Ministère de la Justice et l'Administration communale de Bruges.

Enfin, on décida de travailler le reste en vue de confectionner le costume national et de donner à la population un vêtement coûtant la moitié du prix demandé alors par les détaillants.

Voici comment est calculé le prix de revient de ce costume :

Métrage : 2 ^m 75 à fr. 23.75	fr. 65.31
Doublures	28.00
Confection et expertise	36.36
Frais généraux	4.50
TOTAL	<u>fr. 134.17</u>

Le costume est revendu à 145 francs aux détaillants qui doivent le vendre à 160 francs au maximum. Le costume porte, dans la poche intérieure, une étiquette qui l'identifie. Il est confectionné en tissu de pure laine et est fabriqué dans une trentaine de nuances.

Malheureusement, il est apparu sur le marché au moment où la crise

industrielle a commencé à sévir et les masses ouvrières, qui auraient dû être les premières à en bénéficier, ne purent l'acheter.

Au 7 mai dernier, le Département avait confectionné 25,000 costumes; 7,600 avaient été vendus. On avait compté en faire confectionner 100,000, mais on a arrêté la fabrication en présence de cette vente modérée. Ce service est en liquidation.

C. — Au moment où ils sont appelés à disparaître, il n'est pas inutile d'insister sur l'importance des opérations entreprises par les Services commerciaux. La plus grande partie de ces services était la reprise des services identiques du Comité National.

Au 31 décembre 1920, cet organisme avait fait pour fr. 346,375,362.18 d'affaires.

Il vendait du *beurre* à

- 4,900 commerçants privés;
- 30 sociétés de combattants;
- 15 hospices et hôpitaux;
- 70 communes et organismes de ravitaillement;
- 225 sociétés coopératives, et
- 20 éconômats.

Pour les *marchandises diverses*, il traitait avec

- 90 grossistes;
- 300 coopératives;
- 70 communes, et
- 1,870 négociants divers.

Les mêmes Services commerciaux ont organisé la vente dans les régions dévastées.

Ils y ont établi 36 dépôts dans lesquels on détaillait les marchandises suivantes: beurre, fromage, corned beef, saumon, lait condensé, savon, café, saucisses de porc, saucisses viennoises, lard et saindoux anglais, haricots, tapioca, allumettes, tomates. Ces services sont liquidés depuis quelques jours: les produits vendus provenaient des divers stocks remis au Département.

Du mois d'octobre 1919 au 31 mai courant, ces 36 dépôts ont vendu pour une somme totale de 2,526,000 francs.

L'importance de cette vente n'échappera à personne et son influence sur le coût de la vie dans les régions dévastées a certainement été heureuse.

D. — Signalons également tous les *organismes* dont le Département du Ravitaillement doit assurer la *liquidation*. C'est un travail considérable puisque ces organismes sont au nombre de huit:

1. *Le Ravitaillement civil*, créé en octobre 1918 par le Ministère de l'Intérieur et repris par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, le 1^{er} mai 1919. Ces services ravitaillèrent pendant la guerre tous les organismes

belges et les réfugiés établis en France, ainsi que les habitants de la partie de la Belgique non occupée.

2. *Les stocks de l'Intérieur* furent créés en 1914 au Ministère de l'Intérieur, par M. Berryer, au Havre.

Ce service passa automatiquement sous la direction du Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement en vertu de l'arrêté royal de novembre 1918 instituant le ministère actuel. Son travail consistait dans la vente d'articles de ravitaillement emmagasinés à Conchil-le-Temple.

3. *Le Comité National* en liquidation passa au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement le 1^{er} janvier 1920.

4. *Le Bureau des Charbons* était la continuation du Bureau Interprovincial des Charbons créé pour l'approvisionnement des régions libérées. C'est le 1^{er} janvier 1919 que ce service est entré au département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

5. *Le Bureau de contrôle des Sociétés coopératives intercommunales du Ravitaillement.* — Le titre ci-dessus dit suffisamment le but de cet organisme qui fonctionne depuis le 4 avril 1919.

6. *Le Bureau de liquidation des Sociétés coopératives du Ravitaillement* créé le 25 juin 1919.

7. *Le Service des Secours médicaux et pharmaceutiques.*

8. *La Commission belge de Ravitaillement de l'Intendance et les Missions d'achat à l'étranger* (New-York, Paris et Londres). Ces organismes avaient été créés par le Ministère de l'Intendance civile et militaire afin d'effectuer sur place des achats en France, en Grande Bretagne et aux États-Unis. Ils passèrent au Département lors de sa constitution, le 21 novembre 1918.

* * *

Il reste à répondre aux questions posées par certains membres en sections. Celles relatives aux résultats financiers du département ont obtenu une réponse suffisante par les détails que nous venons d'exposer ci-dessus.

A la première section, un membre signala qu'il serait utile « que la Commission du Budget recherchât quels sont les associés de la firme Gray vis-à-vis de laquelle le Gouvernement vient encore de prendre de nouveaux engagements, notamment en ce qui concerne la nationalité d'un des associés ».

M. Van Hoegaerden, dans son discours à la Chambre du 9 mai, a fait allusion à M. Falck, associé de M. Gray. M. Falck, est, en effet, allemand d'origine. Il séjourne depuis plus de vingt-cinq ans aux États-Unis et est naturalisé citoyen américain.

Dans la même section un membre a demandé « d'examiner si l'article 4 de la loi du 30 juillet 1919 permet au Gouvernement de prendre des engagements au-delà du 30 juillet 1921, et s'il pourrait notamment s'engager pour une année le 30 juillet prochain ».

Le Département fait observer que cette loi ne visait que le warrantage. Il n'y a d'ailleurs aucun engagement pris après la date du 30 juillet.

Un membre signale que « les contrats en froment avec leurs clauses et conditions, devraient être mis à la disposition de la Commission du budget qui consulterait des spécialistes en cette matière, spécialistes absolument indépendants du Gouvernement, de la Commission d'achat, de la corporation des meuniers, etc. ».

Le Département est disposé à mettre tous ses contrats à la disposition de la Commission du budget. Il ne voit pas d'inconvénient à ce que des *parlementaires* spécialistes soient appelés à les examiner.

Un membre demande s'il « est exact que M. Coenen, chef de la publicité au journal « Le Peuple » soit exclusivement chargé de la publicité des services commerciaux.

Cette publicité a été confiée à M. Coenen parce qu'il offrait des conditions plus avantageuses pour l'Etat que celles des autres agences.

A la seconde section un membre a demandé « si le Ministre du Ravitaillement n'est pas décidé à en revenir au régime d'avant guerre. »

Le Ministre a fait à ce sujet des déclarations suffisantes.

Le Pays ne peut que féliciter le Gouvernement et le Ministre de l'Industrie et du Travail de la façon dont ils ont rempli leur mission si délicate et si difficile.

Quoiqu'en disent certains détracteurs, notre Gouvernement n'a pas agi autrement que les autres Gouvernements de l'Europe n'ont été obligés de le faire.

En Angleterre, la politique du ravitaillement vient de finir. Elle n'est pas encore complètement abandonnée en France. En Allemagne, on a dépensé depuis l'armistice plus de dix milliards par an pour assurer des vivres à la population. Les sacrifices consentis par la Belgique, eu égard à la grandeur du but à atteindre et aux résultats obtenus, peuvent être considérés comme très modérés.

Pour répondre aux vœux d'un certain nombre de membres de la Chambre, le Ministre de l'Industrie et du Travail compte liquider d'ici à quelques mois tous les services du Ravitaillement. Nous espérons que l'on n'aura pas à le regretter.

Le Rapporteur,
M. HALLET.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

ANNEXE I.

DÉPENSES.

RAVITAIL

Articles.

1.	Personnel temporaire : traitements et indemnités. (Tableau XVII, Dépenses extraordinaires, art. 58)	fr.	1,750,000
2.	Matériel, loyer, etc. (Tableau XVII, Dépenses extraordinaires, art. 59)		270,000
3.	Frais de route et de séjour, etc. (Tableaux XVII, Dépenses extraordinaires, art. 60)		500,000
4.	Service des céréales :		
	a) Achat de blés exotiques	fr.	952,150,000
	b) Achat de blés indigènes		46,850,000
	c) Frais divers de la Commission		1,000,000
			<u>1,000,000,000</u>
5.	Services commerciaux :		
	Personnel temporaire : traitements et indemnités (y compris une somme de 70,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).		900,000
	Frais généraux, loyers, ports, manutention, etc.		<u>5,000,000</u>
			5,900,000
6.	Services, frigorifiques :		
	Personnel temporaire : traitements et indemnités (y compris une somme de 130,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).		3,000,000
	Frais généraux, loyers, approvisionnements en huile, essences, etc.		5,500,000
	Achat de viande congelée pour la population civile et pour l'armée.		151,500,000
	Dépenses de premier établissement entrepôts en province, etc.		<u>17,000,000</u>
			177,000,000
7.	Confection du costume national		9,000,000
8.	Confection de tissus		2,500,000
	TOTAL		<u>1,496,920,000</u>

NOTE. — Les réductions qui ont pu être apportées aux chiffres primitivement fixés proviennent de l'abaissement des prix des marchandises à l'origine, du fret et du change, le premier projet ayant été élaboré à la fin de l'année 1920.

LEMENT

RECETTES.

Articles.

1.	Produit des ventes du service des vivres indigènes	fr.	956,000,000
2.	Id. des services commerciaux et du tricot		5,900,000
3.	Id. des services frigorifiques		177,000,000
4.	Id. du costume national		9,000,000
5.	Id. des tissus		2,500,000

TOTAL fr. 1,150,400,000

ANNEXE II.

Commission d'achat des blés exotiques à Anvers.

OPÉRATIONS DE 1921.

A). — *Marchés conclus en 1921.*

Les marchés conclus, en 1921, se chiffrent par :

	Céréales exotiques.	Céréales indigènes.
Du 1 ^{er} janvier au 30 avril	146,377 tonnes	39,833 tonnes.
Du 1 ^{er} mai au 15 mai	13,485 id.	

Le détail des 159,862 tonnes exotiques est repris à l'annexe ci-jointe.

Il y a lieu d'ajouter à ces chiffres ce qui reste à commander à Gray, agents, c'est-à-dire à la date du 30 avril 1921 : 56,900 tonnes de sorte que nous avons à réceptionner, en 1921, sur marchés conclus jusqu'au 30 avril 1921 243,110 tonnes (146,377 + 56,900 = 203,277 exotiques + 39,833 tonnes d'indigène).

B. — *Approvisionnements afférents à l'exercice 1920.*

Au 31 décembre 1920, nous avons en stock déchargé et flottant. 315,654 tonnes.

Il restait à embarquer sur marchés conclus en 1920. . . . 249,589 id.

De sorte que nos besoins pour 1921 étaient couverts à concurrence de 565,243 tonnes provenant de l'exercice 1920.

C. — *Approvisionnements pour 1921.*

Nos approvisionnements pour 1921 se chiffraient ainsi au 30 avril 1921 par 808,353 tonnes.

D. — *Durée de nos approvisionnements.*

Ces 808,353 tonnes assureront nos besoins jusque fin septembre au moins.

E. — Quantités restant à embarquer au 30 avril sur marchés conclus (au 30/4).

Au 30 avril, il restait à recevoir sur marchés conclus à cette date 184,763 tonnes dont :

98,649 tonnes	des États-Unis	coûtant FOB \$ 5,656,497.5 = \$ 5.73 % K.
19,106 id.	de l'Australie	} coûtant CIF £ 655,855 = £ 2.24 % K.
7,112 id.	des Indes	
3,000 id.	de la Plata	
56,896 id.	achetées à Gray Agents et évalués CIF. à . . fr. 39,827,200 = fr. 70 % K.	

F. — Sortie du 1^{er} janvier au 30 avril 1921.

Il a été vendu jusqu'au 30 avril 1921 :

372,227 tonnes de céréales et farines revenant au Département	fr. 544,249,445 27
Le produit de la vente n'a atteint que :	382,181,714 87
La perte sur les quantités sorties est donc de :	162,067,730 40

G. — Évaluation de la perte sur le stock déchargé et flottant (au 30 avril 1921).

Le stock au 30 avril se décomposait comme suit :

182,279 tonnes déchargées coûtant fr. 141.20 les 100 kilogrammes	= 257,496,931 36
--	------------------

Le stock en déchargement et flottant comportait :

69,084 tonnes coûtant environ fr. 120.58 les 100 kilogrammes	= 83,300,000 »
--	----------------

Soit au total :

251,363 tonnes qui reviendront approximativement à fr. 135.58 les 100 kilogrammes	= 340,800,000 »
---	-----------------

En se basant sur le prix actuel du pain, soit :

Fr. 1.20, la réalisation donnerait environ	247,300,000 »
Ce qui laisserait une perte d'environ	93,500,000 »

Mais pour que cette perte de 93,500,000 francs sur le stock déchargé et flottant ne soit pas dépassée, il faudrait que le prix du kilogramme de pain reste fixé à fr. 1.20 jusque *fin juillet*, attendu que ces 251,363 tonnes couvriront nos besoins jusqu'à cette date.

Comme à toute diminution de prix de fr. 0.10, correspond une charge men-

suelle pour l'État de 9 à 10 millions — les céréales se vendant environ 10 francs moins cher par 100 kilogrammes et la consommation moyenne dépassant les 900,000 sacs — dans l'hypothèse où le prix du kilogramme de pain serait abaissé à fr. 1.10 au 15 juin et à 1 franc au 15 juillet, nous subirions une perte complémentaire qui peut être évaluée sur le stock déchargé et flottant au 30 avril 1921 à 16,500,000 francs.

H. — *Réalisation des céréales restant à embarquer au 30 avril 1921.*

Au 30 avril 1921, il nous restait à recevoir :

184,763 tonnes qui reviendront au Département, rendues aux moulins à 155,360,000 si nous prenons les taux conventionnels suivants :

Dollar = fr. 12,25 ; Livre = fr. 47.25 ; Fret = fr. 7.50.

Le prix moyen de ces céréales serait ainsi de fr. 84.10 par 100 kilogrammes, rendues aux moulins.

Si ces céréales étaient écoulées en fonction du prix du kilogramme de pain fixé à fr. 1.20, nous réaliserions un bénéfice d'environ 27,500,000 francs.

Par contre, dans l'hypothèse envisagée ci-dessus quant aux deux réductions successives de fr. 0.10, nous aurions une perte approximative de 9,500,000 fr.

RÉCAPITULATION.

Pour 1921.

Rubrique F. — Perte sur marchandises sorties à fin avril fr.	162,000,000
Id. G. — Perte probable sur le stock déchargé et flottant au 30 avril 1921	93,500,000
Fr.	255,500,000
en fonction du prix du kg. de pain à fr. 1.20.	
Perte complémentaire basée sur réductions de 10 centimes les 15 juin et 15 juillet . . .	16,500,000
Id. H. Perte probable sur le marchés restant à exécuter au 30 avril 1921, en fonction du prix du kilog. de pain à 1 franc	9,500,000
soit jusque fin septembre 1921, environ . fr.	281,500,000

N. B. — Ces résultats ne tiennent pas compte du bénéfice afférent à la vente des sons et qui atteindront environ à fin septembre 1921 74,500,000 francs.

Le bénéfice sur la vente des sons a été calculé en ramenant le prix, actuellement fixé à fr. 52.50, à :

Fr. 47.50 à partir du 15 juin	} ou à fr. 42.50 à partir du 1 ^{er} juillet.
Fr. 42.50 » 15 juillet	

ANNEXE III.

NOTES

sur l'exportation officielle des alcools.

Les contrats ont été conclus avec la firme Schwartz frères, d'abord par M. le Sénateur Colleaux, puis par M. le Capitaine Vincent, sous-directeur au Département des Affaires Économiques, qui fut chef de la section économique du Rhin et en cette qualité, assura le placement en Allemagne des stocks du Comité national et des Intercommunales.

En vertu des pouvoirs lui conférés par l'arrêté-loi du 5 novembre 1918 prorogé deux fois, le Ministre du Ravitaillement règle les prix de la levure et des sucres et mélasses.

Voulant limiter le prix de ces denrées, il s'est vu dans la nécessité, pour assurer la production abondante de la levure et l'utilisation des mélasses, de garantir aux distillateurs un minimum de prix pour le placement de l'alcool.

Le pays ne pouvant absorber tout cet alcool, les distillateurs attendaient du gouvernement l'écoulement de leurs produits.

C'est la raison des contrats allemands. Ceux-ci ont été conclus à la grande satisfaction des distillateurs belges qui ont ainsi encaissé le prix garanti.

D'autre part, une situation spéciale existe au point de vue de l'alcool dans l'Allemagne occupée, le prix réalisable est beaucoup plus élevé que dans les autres pays.

M. Vincent a donc vendu l'alcool au plus haut prix possible et les industries n'ayant à recevoir que le prix garanti, la différence a fait retour à l'État.

Indépendamment du contrat Colleaux qui n'a pu être totalement exécuté, les disponibilités ne répondant pas aux quantités trop hâtivement fixées, M. Vincent a conclu deux contrats successifs.

Le premier a porté sur 2,463,000 litres d'alcool au prix de 5 francs le litre. Sur ce contrat un bénéfice de 7,500,000 francs environ est entré dans les caisses de l'État. Le second, de 1,700,000 litres au prix de 2 francs le litre, est en cours d'exécution. Sur ce contrat, le bénéfice sera minime et se réduira en fait aux 16 centimes par litre perçus comme taxe de libération.

Indépendamment des renseignements ci-dessus, il y a lieu de tenir compte d'une opération ayant porté en août et septembre 1919 sur la vente, à l'intervention du bureau de liquidation des Intercommunales (Département du Ravitaillement) de 510,103 litres d'alcool à 94/96°.

Il s'agit ici de l'écoulement des alcools produits avec les mélasses de l'ancienne campagne sucrière, payées 30 francs par les industriels, alors que le prix de celles de cette campagne a été réduit à 20 francs. Il fallait donc assurer la vente

de l'alcool au prix de 2 fr. 40 aux distillateurs, sous peine de devoir leur rembourser 50 centimes par litre, différence entre l'ancien prix et le nouveau. Si le Trésor gagne peu, il évite une perte de 850,000 francs.

Les contrats sont conclus au nom du Ministre du Ravitaillement parce qu'il a seul qualité pour le faire, mais en réalité, son département passe la main pour tout ce qui concerne les alcools au Service central des Alcools au département des Finances, lequel s'occupe des arrangements à conclure avec les distillateurs, l'exécution par la livraison des permis de libération et encaisse les différences de prix.

Celles-ci sont portées au Budget par ordre du Ministère des Finances sous la rubrique : *Taxes de compensation sur alcools*.

Le résultat atteint est donc doublement avantageux : il assure aux distillateurs le prix garanti de leurs alcools et permet le maintien de prix réduits pour la levure et le sucre. De plus, il fait entrer dans les caisses de l'État tout l'excédent réalisé. Il donne la plus grande satisfaction aux industriels intéressés qui, abandonnés à eux-mêmes, seraient à la merci des intermédiaires pour la vente de leurs alcools et devraient les céder au prix mondial.

C'est grâce au monopole de fait accordé par la Haute Commission interalliée aux alcools de fabrication belge que la situation avantageuse ci-dessus a pu être réalisée.

ANNEXE IV.

Situation de l'atelier du tricot au 31 décembre 1920.

DÉBIT.		CRÉDIT.	
Versements :		Dû :	
Nos versements au Trésor 1920.	527,428 98	Services commerciaux, débours	fr. 454,506 43
Disponible :		Id. avances	» 988,000 »
Caisse	12,025 65	Direction générale (achats de laine)	745,007 03
Chèques postaux	12,264 83		1,964,519 46
	24,287 48		
Mobilier :			
Matériel et mobilier	1,033 95		
Réalisable :		Bénéfice au 31 décembre 1920	fr. 281,277 94
Débiteurs	60,264 25		
Stock :			
Laine	908,283 58		
Déchets	2,827 30		
Emballage	2,640 05		
Objets fabriqués	21,505 51		
	992,756 44		
	993,020 69		
	Balance.	Balance.	fr. 1,545,791 40

N. B. — Ces chiffres sont compris dans la situation des Services commerciaux.

ANNEXE V.

Résumé de la situation du beurre importé du Ministère du Ravitaillement vis-à-vis du beurre du pays (1920-1921).

1920.

La vente a commencé le 29 septembre 1920.

	Beurre du pays.		Beurre du Ministère.		Bénéfice réalisé par les consommateurs du beurre gouvernemental.		
	Francs.		Francs.		Quantités vendues :	Kilogrammes.	Francs.
Du 27 septembre au 2 octobre	Moyenne : 17 45		Prix du Ministère : 16 »	Différence : 1 45	42,250	48,587 50	
Du 4 au 9 octobre	17 55	—	16 »	— 1 55	—	14,000	21,700 »
Du 11 au 16 octobre	17 47	—	16 »	— 1 47	—	59,830	87 979 50
Du 18 au 23 octobre	17 »	—	16 »	— 1 »	—	21,300	21,300 »
Du 25 au 30 octobre	17 »	—	16 »	— 1 »	—	89,200	89,200 »
Du 1 ^{er} au 6 novembre	16 35	—	16 »	— 0 35	—	114,300	40,005 »
Du 8 au 13 novembre	16 04	—	16 »	— 0 04	—	39,957	4,338 28
Du 15 au 20 novembre	15 83	—	15 75	— 0 08	—	20,930	4,776 »
Du 22 au 27 novembre	15 58	—	15 75	—	—	24,400	—
Du 29 novembre au 4 décembre	15 66	—	15 75	—	—	60,750	—
Du 6 au 11 décembre (Noël)	16 08	—	15 75	— 0 33	—	24,600	8,118 »
Du 13 au 18 décembre (Noël)	17 48	—	15 75	— 1 73	—	55,200	95,496 »
Du 20 au 25 décembre (Noël)	18 30	—	15 75	— 2 55	—	117,500	299,625 »
Du 27 décembre au 3 janvier	18 76	—	15 75	— 3 01	—	122,400	368 424 »

(ERRATA AU N° 372).

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1921.

TABLEAU XX^{bis}. — RAVITAILLEMENT.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET, PAR M. HALLET.

ERRATA

Il y a, dans le rapport, quelques coquilles et erreurs de détail à rectifier.

A la 3^e page, 13^e ligne, il est dit :

« Les sommes maintenues aux budgets sont de 15,900,000 francs ».

Il faut 5,900,000 francs.

23^e ligne, le rapport dit :

« On peut ajouter que la vente de la viande congelée a subi une forte réduction de consommation ».

Faire suivre cette phrase de la suivante :

« Toutefois, la consommation, mois par mois, de 1921, comparée aux mêmes mois de 1920, est supérieure ».

A la 4^e page :

Les mentions relatives au personnel, à la date du 1^{er} juin 1921, sont erronées.
Les modifications suivantes doivent y être apportées :

7
68
17
12
18
143
200
1

466 au lieu de 482.

H

Même page, avant-dernière ligne :

Il faut lire : **14 entrepôts frigorifiques** au lieu de **17**.

A la page 8, 20^e ligne :

Au lieu de **15 mars 1920**, lire : **20 septembre 1920**.

A la page 9, 4^e ligne :

Au lieu de **50 %**, il faut lire : **plus de 55 %**.

ANNEXE II.

Page 16, C. *Approvisionnement pour 1921*.

Le rapport dit :

« Nos approvisionnements pour 1921 se chiffraient au 30 avril 1921 par **808,353 tonnes** ».

La phrase peut donner l'impression qu'au 30 avril il y avait plus de **800,000 tonnes** en stock.

Voici le détail de ces **800,000 tonnes** :

« *Décomposition du chiffre de 808,353 tonnes* :

» Stock déchargé et flottant au 31 décembre 1920 . . .	315,654 tonnes.
» Stock à embarquer sur marchés conclus en 1920 . . .	249,589 id.
» Achats conclus en 1921	146,877 id.
» Achats restant à faire à Gray	56,900 id.
» Céréales indigènes réceptionnées après le 1 ^{er} janvier 1921 . . .	39,833 id.
» TOTAL au 30 avril 1921.	<u>808,353 tonnes</u> .

(ANNEXE AU N° 372)

PROPOSITION DE LA COMMISSION DU BUDGET.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1921.

TABLEAU XX^{BIS}.

BUDGET DU RAVITAILLEMENT.

(BIJLAGE VAN N° 372)

VOORSTEL VAN DE BEGROOTINGSCOMMISSIE.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921.

TABEL XX^{BIS}.

BEGROOTING DER BEVOORRADING.

RAVITAILLEMENT. — A. — Dépenses.

Articles.	DÉSIGNATION	Montant des crédits.
	DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	— Bedrag der credieten.
	(Les articles ci-dessous forment les articles 59 à 61 du Tableau XVII, dépenses extraordinaires.)	
1	Personnel temporaire : traitements et indemnités (autres que ceux des services commerciaux et frigorifiques) (y compris une somme de 187,200 francs pour indemnité mobile de vie chère)	1,750,000 »
2	Matériel, loyer, mobilier, fournitures de bureau, dépenses diverses des mêmes services .	270,000 »
3	Frais de route et de séjour. Débours pour frais de bureau en province des inspec- teurs et inspecteurs-adjoints des vivres indigènes. Jetons de présence, etc. . . .	500,000 »
4	Service des Vivres indigènes.	
	a) Achat de blés exotiques fr. 952,150,000 »	
	b) Id. indigènes 46,850,000 »	
	c) Frais divers de la Commission 1,000,000 »	
		1,000,000,000 »
	A REPORTER. . fr.	1,002,520,000 »

Total par ministère ou service. — Totaal per ministerie of dienst.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Artikelen:
1,002,320,000 »	<i>(Onderstaande artikelen zijn de artikelen 59 tot 64 der Tabel XVII, buitengewone uitgaven.)</i> Tijdelijk personeel : jaarwedden en vergoedingen (andere dan die der handels- en bevrjzingsdiensten) (in' egrepen eene som van 187,200 frank voor veranderingen duurtetoelag). Materieel, huurprijzen, mobilair, kantoorbehoefden, verschillende uitgaven derzelfde diensten Reis- en verblijfkosten. Uitgaven voor kantoorkosten, in de provincie, der opzieners en toegevoegde opzieners voor inlandsche levensmiddelen — Aanwezigheidspenningen, enz. <i>Dienst der Inlandsche Levensmiddelen.</i> a) Aankoop van buitenlandsche grauen fr. 952,150,000 » b) Aankoop van inlandsche grauen. 46,850,000 » c) Verschilleude onkosten der Commissie 1,000,000 » OVER TE DRAGEN.	1 2 3 4

RAVITAILLEMENT. — A. Dépenses.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits. — Bedrag der credieten.	
	REPORT. . fr.	1,002,520,000 »	
5	<i>Services Commerciaux.</i>		
	Personnel temporaire : traitements et indemnités (y compris une somme de 70,000 francs pour indemnité mobile de vie chère)	900,000 »	
	Frais généraux, loyers, ports, manutention, etc.	5,000,000 »	
		5,900,000 »	
6	<i>Service Frigorifique.</i>		
	Personnel temporaire, traitements et indemnités (y compris une somme de 150,000 francs pour indemnité mobile de vie chère)	3,000,000 »	
	Frais généraux, loyers, approvisionnements en huile, essences, etc.	5,500,000 »	
	Achat de viande congelée pour la population civile et pour l'armée	151,500,000 »	
	Dépenses de premier établissement, entrepôts en province, etc.	17,000,000 »	
		177,000,000 »	
7	Confection du costume national.	9,000,000 »	
8	Confection de tissus	2,500,000 »	
	(Provisoirement et eu égard aux événements, par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances successives de 100,000 francs, dont il sera justifié ultérieurement peuvent être faites sur les articles 4, 5, 6 et 7 et dont il pourra être disposé pour :		
	a) Les dépenses afférentes aux traitements des fonctionnaires et agents des services ;		
	b) Les dépenses urgentes d'exploitation, et ce dans les conditions et limites déterminées par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement).		
	TOTAL DES DÉPENSES	1,196,920 000 »	

BEVOORRADING. — A. Uitgaven.

Total par ministère ou service. — Totaal per ministerie of dienst.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Artikelen.
1,002,520,000 »	OVERGEBRACHT. <i>Handelsdiensten.</i> Tijdelijk personeel : jaarwedden en vergoedingen (inbegrepen eene som van 70,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) 900,000 » Algemeene onkosten, huurprijzen, vrachten en verhandelingskosten, enz 5,000,000 » 5,900,000 » <i>Dienst der Koelinrichtingen.</i> Tijdelijk personeel : jaarwedden en vergoedingen (inbegrepen eene som van 150,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag) 3,000,000 » Algemeene onkosten, huurprijzen, bevoorrading in oliën, benzine, enz. 5,500,000 » Aankoop van bevrozen vleesch voor de burgerlijke bevolking en voor het leger. 151,500,000 » Onkosten voor eerste inrichting, stapelhuizen in de provincie, enz. 17,000,000 » 177,000,000 » Opmaking van het nationaal costuum 9,000,000 » Opmaking van weefsels 2,500,000 » (Voorloopig en ten aanzien van de gebeurtenissen, bij afwijking van artikel 15 der organieke wet van het Rekenhof van 29 October 1846, kunnen achtereen volgende voorschotten van 100,000 frank, waarvan de verrechtvaardiging later zal geschieden, op dit artikel verleend worden, met de volgende bestemmingen : a) De uitgaven slaande op de jaarwedden der ambtenaars en agenten van de diensten; b) De dringende bedrijfsuitgaven, en dit onder de voorwaarden en beperkingen bepaald door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading). TOTAAL VAN DE UITGAVEN.	5 6 7 8
1,196,920,000 »	TOTAAL VAN DE UITGAVEN.	

RAVITAILLEMENT. — B. Recettes.

ADMINISTRATIONS.	Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations de recettes par article.	TOTAL
		(Les articles ci-dessous forment l'article 79 du tableau XIX, Voies et Moyens. divisé suivant les développements pp. 21-22).		
		Produit de la vente d'articles de ravitaillement.		
	1	Ventes du service des vivres indigènes	956,000,000 »	
	2	Vente des services commerciaux et du tricot	5,900,000 »	
	3	Ventes des services frigorifiques	177,000,000 »	
	4	Vente du costume national	9,000,000 »	
	5	Vente des tissus	2,500,000 »	
		TOTAL DES RECETTES fr.		1,480,400,000 »

BEVOORRADING. — B. Inkomsten.

BESTUREN.	Artikelen	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	Bedrag der ramingen van ontvangsten per artikel.	TOTAAL.
		<i>(Onderstaande artikelen maken artikel 79 uit der tabel XIX, 's Lands Middelen, verdeeld volgens de splitsing, bl. 21-22).</i>		
		Opbrengst van den verkoop van bevoorradingsartikelen.		
	1	Verkoop van den dienst der inlandsche levensmiddelen	956,000,000 »	
	2	Verkoop van de handelsdiensten	5,900,000 »	
	3	Verkoop van de diensten der koelinrichtingen	177,000,000 »	
	4	Verkoop van het nationaal costuum	9,000,000 »	
	5	Verkoop van weefsels	2,500,000 »	
		TOTAAL VAN DE ONTVANGSTEN . . . fr.	1,150,400,000 »	

(2° ANNEXE AU N° 372)**I.**

Entre :

L'État belge, représenté aux présentes par M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

et

« Gray et C^{ie} », Société américaine, constituée conformément aux lois de l'État de New-York, pour laquelle stipule et se porte fort M. Prentiss N. Gray.

I. — Il a été exposé :

a) Que l'État belge, en vue d'assurer le ravitaillement civil des populations belges en denrées alimentaires, spécialement en froments et en graisses, se propose d'acquérir en Amérique du Nord les quantités qui lui seront nécessaires, tout en se réservant le droit d'effectuer en tout autre pays des achats semblables, s'il le juge opportun, et sans que ces achats constituent un monopole portant atteinte à la liberté du commerce privé ;

b) Qu'il entend, pour tous les achats effectués conformément à cette intention en Amérique du Nord, constituer un agent d'achat unique et exclusif, par l'intermédiaire duquel seront effectuées, dans les pays d'expédition, toutes les opérations se rapportant aux dits achats, jusque et y compris l'expédition, le tout sous les modalités qui seront précisées ci-après ;

c) Que jusqu'ici cette mission a été remplie par la C. R. B. et que la C. R. B. terminera les opérations en cours pour la date du 1^{er} mai 1919, à laquelle le présent contrat entrera en vigueur ;

d) Que « Gray et C^{ie} » sont disposés à accepter la mission définie sub. litt. b, aux conditions stipulées ci-après, sans que le contractant soit en aucune manière le successeur juridique de la C. R. B., et sans qu'il soit porté atteinte à son droit de s'occuper d'autre part de toutes affaires, dont la gestion ne soit en contradiction en aucune manière avec l'exécution complète et loyale du présent contrat.

II. — Sur quoi, parties ont convenu comme suit :

A. — Obligation de l'État belge.

ARTICLE PREMIER.

L'État belge, désignant Gray et C^{ie} en qualité d'agent d'achats unique et exclusif dans l'Amérique du Nord, s'oblige à lui faire connaître, avant le 10 de chaque mois et pour la première fois avant le 10 avril 1919, le programme des quantités, espèces et qualités de marchandises rentrant par leur nature dans le champ d'application du présent contrat, qu'il entend acquérir à l'intervention de la Société pendant le mois suivant.

ART. 2.

Pour le paiement au comptant de toutes dépenses nécessitées par l'accomplissement de son mandat, l'État belge s'oblige à procurer à Gray et C^{ie} à concurrence de 10 millions de dollars, un fonds de roulement. Ce fonds de roulement sera déposé à New-York avant le 20 avril 1919, dans une banque agréée par les deux parties.

Gray et C^{ie} rendra compte détaillé, à l'expiration de chaque semaine, au Ministre de Belgique à Washington, de l'utilisation du dit fonds; et les intérêts de banque à provenir, soit du non emploi des sommes, soit de leur insuffisance, seront bonifiés ou portés en compte à l'État belge.

L'État belge s'oblige à effectuer aussitôt en banque le versement nécessaire pour maintenir à la disposition de Gray et C^{ie} le montant total du fonds de roulement convenu.

ART. 3.

Les factures produites seront considérées par l'État belge comme justification finale et suffisante du prix d'achat.

Celles émanant de la Food Administration Grain Corporation établiront en outre et de même, la quantité et la livraison de la marchandise,

Pour les denrées soumises à l'inspection de New-York Produce Exchange, le certificat de cette organisation pour le port de New-York, ou d'une organisation similaire pour les autres ports, constituera justification finale et suffisante pour la qualité de la marchandise et le connaissance pour la quantité.

ART. 4.

Gray et C^{ie} portera au compte prévu à l'article 2, § 2, toutes les sommes payées pour l'exécution de son mandat.

ART. 5.

En vue d'assurer les transports prévus au présent contrat dans la mesure de leurs besoins, l'État belge fera toute diligence pour mettre à la disposition de Gray et C^{ie}, laquelle sera tenue de les accepter, le plus possible de navires battant pavillon belge.

L'État belge règlera directement avec les armateurs tout ce qui concernera l'affrètement de ce tonnage.

B. — Obligations de Gray et C^{ie}.**ART 6.**

Gray et C^{ie} s'oblige à apporter dans l'exécution de son mandat d'agent, toute l'activité nécessaire au ponctuel accomplissement de celui-ci. Elle s'interdit

de réaliser aucun bénéfice, sauf ce qui sera dit ci-après sub. litt. c., sur les opérations qui seront traitées à son intervention.

ART. 7.

Elle achètera les marchandises au prix d'achat fixé par le gouvernement américain; à défaut de prix fixé, au meilleur prix et au mieux des intérêts de l'Etat Belge.

ART. 8.

Elle s'oblige à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour réunir, au prix le plus avantageux possible, les affrètements nécessaires au transport des quantités commandées, sauf ce qui est dit à l'article 5.

Elle ne sera pas tenue de faire assurer les cargaisons et les navires et ne sera pas responsable des pertes de mer, le connaissement faisant preuve définitive des quantités embarquées.

ART. 9.

Gray et C^{ie} s'oblige à tenir pour les opérations qui seront effectuées en exécution du présent contrat, des livres de commerce spéciaux, lesquels pourront, en tous temps, être soumis par l'Etat Belge ou son représentant à Washington à toutes vérifications qui seront jugées utiles, à la condition d'en supporter les frais.

Sur tout ce département de l'activité commerciale de Gray et C^{ie} s'exerceront l'action et le contrôle, conformes à la loi américaine de Chartered Accountants désignés par l'Etat Belge.

Pour l'exercice des droits qui lui appartiennent, celui-ci aura, en permanence, un représentant dans les bureaux de Gray et C^{ie}.

C. — Rémunération.

ART. 10.

Sur le montant total des paiements effectués pour les opérations traitées en exécution du présent contrat, déduction faite du fret payé par Gray et C^{ie}, celle-ci recevra une commission fixée pour chaque mois à :

1 % sur le montant des dits paiements jusqu'à concurrence de 2 millions 1/2 de dollars ;

3/4 % sur le montant de l'excédent jusqu'à 5 millions de dollars ;

5/8 % sur le montant dépassant cette dernière somme.

ART. 11.

En ce qui concerne les affrètements. Gray et C^{ie} recevra 1 % sur le montant total des sommes déboursées par elle pour tous paiements de frets; en outre elle recevra une rémunération spéciale, fixée à 2 1/2 % du fret convenu. mais prendra à sa charge les frais de courtage maritime.

D. — Durée du contrat.**ART. 12.**

Le présent contrat est fait pour un terme de quatorze mois effectifs et prendra fin en conséquence le trente juin dix neuf cent vingt.

E — Ratification.**ART. 13.**

Avant le 20 avril 1919, les représentants légaux de Gray et C^{ie}, après justification de leurs qualités et pouvoirs, confirmeront l'adhésion donnée en leur nom par M. Prentiss N. Gray au présent contrat.

Fait en double à Bruxelles, le 29 mars 1919.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de Ravitaillement,*

(S.) PRENTISS N. GRAY.

J. WAUTERS.

Premières modifications apportées au contrat ci-joint.

1^{re} Par suite de l'existence aux États-Unis d'une société Gray et C^{ie} antérieurement constituée, il a fallu, contrairement à ce qu'indique la convention dont copie ci-jointe, adopter la raison sociale : « P. N. Gray et C^{ie} ».

2^o Pour des raisons d'ordre pratique, il a été reconnu que la constitution locale serait faite plus rapidement dans l'État de Delaware que dans l'État de New-York. Cette modification n'a d'autre conséquence que d'obliger les membres de la société Gray et C^{ie} à tenir tous les ans une assemblée dans l'État de Delaware.

Deuxièmes modifications proposées au contrat Gray.

ART. 8. — La firme Gray aura le monopole des affrètements des bateaux étrangers, mais elle s'oblige à les réaliser au prix le plus avantageux possible. Lorsqu'elle affrètera des bateaux fournis par le Schipping Board de New-York, l'État belge s'engage à lui payer la Commission de 2 1/2 % du montant du fret

prévu à l'article 11 du contrat. Pour l'affrètement dans le commerce libre la Commission est payée par les armateurs et l'État belge n'est tenu à aucune rémunération vis-à-vis de la firme Gray.

La firme Gray étant tenue d'affréter dans tous les cas au plus bas prix possible, devra accepter les offres d'affrètement qui lui seraient transmises éventuellement par la Commission d'achat des blés exotiques. Dans ce cas la firme Gray payera le courtage maritime fixé à 1 % pour la place d'Anvers et elle ristournera aux courtiers maritimes la moitié du surplus de la prime totale payée par l'armateur.

Art. 11. — La commission de 1 % prévue à l'article 11 du contrat est due à la firme Gray pour toute somme payée pour le fret avec ou sans son intervention, pour autant qu'il s'agisse d'affrètement de bateaux étrangers.

II.

Entre

L'État belge représenté aux présentes par M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

et

P.-N. Gray et Cy Inc. société américaine, constituée conformément aux lois de l'État de Delaware, pour laquelle agit, stipule et se porte fort M. Prentiss N. Gray.

I. — Il a été exposé :

A) Que l'État belge, en vue d'assurer le ravitaillement civil des populations belges en denrées alimentaires, spécialement en froments et en graisses, bétail vivant exclu, se propose d'acquérir en Amérique du Nord, les quantités qui lui seront nécessaires, tout en se réservant le droit d'effectuer en tout autre pays, des achats semblables, s'il le juge opportun, et sans que ces achats constituent un monopole portant atteinte à la liberté du commerce privé.

B) Qu'il entend, pour les achats effectués conformément à cette intention en Amérique du Nord, constituer un agent d'achat, par l'intermédiaire duquel seront effectués dans le pays d'expédition, et dans les conditions exposées ci-après, toutes les opérations se rapportant aux dits achats jusque et y compris l'expédition.

c) Que P. N. Gray et Cy Inc. sont disposés à accepter la mission définie sub. litt. B. aux conditions stipulées ci-après et sans qu'il soit porté atteinte au droit de s'occuper d'autre part de toutes affaires, dont la gestion ne soit en contradiction, en aucune manière, avec l'exécution complète et loyale du présent contrat;

d) Que parties sont d'accord :

1° Pour instituer, pendant un terme de quatre mois, une expérience pratique ayant pour objet de comparer les résultats qui seront obtenus, soit par l'achat direct, soit par l'intermédiaire du commerce libre;

2° Pour stipuler expressément qu'en toute hypothèse et à tout moment l'État belge aura le droit de dénoncer à P. N. Gray et Cy Inc. telle opération qu'il serait prêt à effectuer en dehors d'elle, P. N. Gray et Cy Inc. pourra alors faire une contre-proposition et aura la préférence à conditions égales ou plus avantageuses. En tout autre cas, l'État belge réalisera le marché lui proposé et les quantités de marchandises ainsi acquises seront déduites de celles que P. N. Gray et Cy Inc. avait le droit d'acheter comme agent, suivant les stipulations de l'article 1^{er}, § 2, du présent contrat.

2. — *Sur quoi, parties ont convenu comme suit :*

A. — **Obligations de l'État belge.**

ARTICLE PREMIER.

L'État belge s'oblige, pour un terme de quatre mois, à partir du 1^{er} août 1920, à charger P.-N. Gray & Cy Inc. d'effectuer en qualité d'agent tout ou parties des achats qu'il fera en Amérique du Nord en marchandises rentrant par leur nature dans le champ d'application du présent contrat.

L'obligation de l'État prévue au paragraphe ci-dessus, et pour autant que l'État juge à propos de couvrir ses besoins en Amérique du Nord, sera limitée : 1° en ce qui concerne les céréales, à dix mille tonnes par mois ; 2° à 50 % de la totalité des autres achats.

L'État se réserve, en outre, le droit de majorer à tout moment les susdites quantités à concurrence de la totalité des besoins à couvrir en Amérique du Nord, et dans ce cas P.-N. Gray & Cy Inc. sera tenue d'accepter la majoration du programme, sans que toutefois pareille majoration puisse être invoquée comme un précédent, l'État se réservant également le droit de ramener son obligation, en dehors des commandes passées, aux limites mensuelles stipulées ci-dessus. D'autre part, la majoration des achats pour un mois déterminé, ne pourra être compensée avec l'obligation d'achat pour les mois subséquents.

Pendant la durée de l'expérience, ainsi instituée, l'État s'oblige à faire connaître à Gray & Cy avant le premier de chaque mois, et pour la première fois avant le 1^{er} juillet 1920, le programme probable des quantités, espèces et qualités de marchandises rentrant par leur nature dans le champ d'application du présent contrat, qu'il entend acquérir à l'intervention de la Société pendant le le mois suivant.

Le programme définitif sera notifié à P. N. Gray et C^{ie} Inc. avant le 5 du mois précédant celui de l'embarquement.

ART. 2.

Pour faire produire le plus d'effet utile à l'expérience à laquelle parties entendent procéder, P. N. Gray et C^{ie} Inc. pourra, en dehors des opérations d'agence lui confiées, concourir avec les autres firmes exportatrices et importatrices, et faire, comme vendeurs, toutes offres sur marchandises entrant dans le

cadre du présent contrat et que l'État s'est réservé d'acquérir sur le marché libre. Dans ce cas, l'État, voulant reconnaître les services précieux rendus par P. N. Gray et C^{ie} Inc. dans le passé, donnera, pour l'acceptation des dites offres, la préférence à cette firme à conditions plus avantageuses ou même égales. La présente stipulation n'aura d'effet que pour la période d'expérience de quatre mois. Elle s'appliquerait à toute la durée du contrat, si la comparaison dont question à l'article 5 ci-après était favorable à P. N. Gray et C^{ie} Inc. Cependant, dans la comparaison des résultats de l'expérience, il ne sera pas tenu compte, en aucun sens, des marchés traités avec P. N. Gray et C^{ie} Inc. en qualité de vendeurs à des conditions plus avantageuses que celles de la concurrence.

ART. 3.

L'État Belge tiendra à New-York, dans une banque choisie d'un commun accord, et cela, trois jours avant la date indiquée par P. N. Gray et C^{ie} Inc. comme étant celle à laquelle le paiement doit s'effectuer, les fonds nécessaires à P. N. Gray et C^{ie} Inc. pour le paiement au comptant de toutes dépenses nécessitées par l'accomplissement de leur mandat. P. N. Gray et C^{ie} Inc. s'obligent à ne disposer de ces fonds qu'au fur et à mesure des nécessités et sous le contrôle du Commissaire du Gouvernement.

ART. 4.

Les factures produites seront considérées par l'État Belge comme justification finale et suffisante du prix d'achat.

Pour les denrées soumises à l'inspection du New York Produce Exchange, le certificat de cette organisation pour le port de New York, ou d'une organisation similaire pour les autres ports, constituera justification finale et suffisante pour la qualité de la marchandise et le connaissance pour la quantité.

ART. 5.

A l'expiration du délai de quatre mois dont il est parlé ci-dessus, l'État belge procédera, séparément pour les céréales et pour les autres denrées, à la comparaison du coût final des marchandises de même qualité et livrables à la même époque, acquises pour son compte, d'une part à l'intervention de P. N. Gray et Cy Inc., d'autre part sur le marché libre.

Si la comparaison est favorable à P. N. Gray et Cy Inc., le présent contrat sera prorogé pour un nouveau terme de huit mois.

Si la comparaison est défavorable à P. N. Gray et Cy Inc, l'État belge fera connaître tous les éléments de son appréciation et produira tous les documents en sa possession permettant d'apprécier le résultat des opérations conclues sur le marché libre. Dans ce cas, l'État belge sera dégagé de l'obligation de réserver à cette firme la partie des achats pour laquelle il s'est obligé, mais pourra cependant lui en confier telle part qu'il jugera opportun. P. N. Gray et Cy Inc. devra

accepter et réaliser les commandes qui lui seront faites, et ce pendant une durée de huit mois.

Dans le cas où les parties ne s'accorderaient pas sur les résultats de la comparaison et jusqu'à ce qu'elles aient été départagées, P. N. Gray et Cy Inc. devra continuer son mandat d'agent dans la mesure où l'État belge lui confiera des commandes.

Le présent article doit s'entendre en ce sens que les résultats de la comparaison sont différents pour les céréales et pour les autres denrées, il sera fait application du second ou du troisième alinéa à l'une ou à l'autre de ces deux catégories.

ART. 6.

En vue d'aider aux transports des quantités achetées par P. N. Gray et Cy Inc. l'État belge aura le droit de mettre à la disposition de cette firme le plus possible de navires battant pavillon Belge. P. N. Gray et Cy Inc. sera tenue de les accepter à moins qu'elle ne puisse obtenir du fret à des conditions plus favorables.

L'État belge réglera directement avec les armateurs tout ce qui concernera l'affrètement de ce tonnage.

B. Obligations de P. N. Gray et Cy Inc.

ART. 7.

P. N. Gray & Cy Inc. s'oblige à apporter dans l'exécution de son mandat d'agent toute l'activité nécessaire au ponctuel accomplissement de celui-ci. Elle s'interdit de réaliser aucun bénéfice, sauf ce qui est dit à l'article 2 précédent et ce qui sera dit ci-après sub. litt. C, sur les opérations qui seront traitées à son intervention.

ART. 8.

Elle achètera les marchandises au meilleur prix et au mieux des intérêts de l'État belge.

ART. 9.

La firme P. N. Gray & Cy Inc. aura pour les affrètements relatifs au transport des marchandises achetées par son intermédiaire le monopole des affrètements, sauf ce qui est dit à l'article 6, mais elle s'oblige à les réaliser au prix le plus avantageux. Lorsqu'elle affrètera des bateaux fournis par le Shipping Board de New-York, l'État belge s'engage à lui payer une commission de 2 1/2 % du montant du fret.

Pour l'affrètement dans le commerce libre, la commission est payée par les armateurs et l'État belge n'est tenu à aucune rémunération vis-à-vis de P. N. Gray & Cy Inc.

P. N. Gray & C^{ie} Inc. est tenue d'affréter dans tous les cas au plus bas prix

possible, et devra accepter les offres d'affrètement qui lui seraient transmises éventuellement par le Gouvernement belge lorsque celles-ci seront à des prix inférieurs à ceux proposés par la firme contractante. Dans ce cas, la firme contractante prendra à sa charge le courtage maritime et partagera avec les courtiers maritimes d'Anvers, le solde de la Commission payée par les armateurs.

Elle ne sera pas tenue de faire assurer les cargaisons et les navires et ne sera pas responsable des pertes de mer, le connaissement faisant preuve définitive des quantités embarquées.

ART. 10.

P. N. Gray & Cy Inc. s'obligent à tenir pour les opérations qui seront effectuées en exécution du présent contrat des livres de commerce spéciaux, lesquels pourront en tout temps être soumis par l'État belge ou son représentant à Wasington à toutes vérifications qui seront jugées utiles, à la condition d'en supporter les frais.

Sur tout ce département de l'activité commerciale de P. N. Gray et Cy Inc. s'exerceront l'action et le contrôle, conformes à la loi américaine, de Chartered Accountants désignés par l'État Belge.

Pour l'exercice des droits qui lui appartiennent, celui-ci aura en permanence un représentant dans les bureaux de P. N. Gray et Cy Inc.

C. Rémunération.

ART. 11.

Sur le montant total des paiements effectués pour les opérations traitées en exécution du présent contrat, déduction faite du frêt payé, P. N. Gray et Cy Inc. recevra une commission fixée pour chaque mois à :

1 % sur le montant des dits paiements jusqu'à concurrence de deux millions et demi de dollars.

$\frac{3}{4}$ % sur le montant de l'excédent jusqu'à cinq millions de dollars.

$\frac{5}{8}$ % sur le montant dépassant ces dernières sommes.

ART. 12.

En ce qui concerne les affrètements relatifs aux achats effectués par P. N. Gray et Cy Inc., à l'exclusion, toutefois, des affrètements contractés par l'État Belge, conformément à l'article 6 ci-dessus, la Société recevra 1 % sur le montant total des frêts, que l'affrètement ait été ou non passé à l'intervention de la firme contractante ; elle recevra en outre la rémunération telle qu'elle est fixée à l'article 9.

ART. 13.

Toutes sommes provenant des crédits que, par son intervention volontaire, P. N. Gray et C^{ie} Inc. aura procurés au Gouvernement belge, devront, si ces

crédits sont acceptés par ce dernier, être affectées exclusivement au paiement d'achats à faire par l'intermédiaire de la Société contractante en supplément de l'obligation incombant à l'État belge en vertu des articles 4 et 5 ci-dessus.

Art. 14.

Le présent contrat est fait pour un terme de douze mois effectifs et prendra fin en conséquence le 31 juillet 1921. Il serait résilié de plein droit dans la mesure où l'État belge confierait ses achats à un organisme international, englobant au moins une des grandes puissances, la Suisse ou la Hollande.

Fait en deux exemplaires, le 12 mai 1920, à Bruxelles.

P. N. GRAY et C^{ie} Inc.

PRENTISS N. GRAY.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ⁽¹⁾.

BIJLAGE II. — BEVOORRADING.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER HALLET.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie was van meening dat het noodzakelijk was eene afzonderlijke begrooting op te maken voor de ontvangsten en uitgaven der Bevoorrading. Dat is weliswaar een voorloopig Staatsbedrijf, maar de uitslagen daarvan dienen te worden nagegaan. Als bijlage geven wij dus het ontwerp van Begrooting met betrekking tot het Beheer der Bevoorrading. Dit ontwerp houdt rekening met de nieuwe verminderingen die, in overleg met den Minister, werden gebracht in de eerst aangevraagde credieten en moet dienen om de tabellen te vervangen, voorkomend in bijlage II van n° 262 der stukken van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (BIJLAGE I).

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

- (a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.
- b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

De uitgaven voor 1921 bedragen 1,196,920,000 frank en de inkomsten, 1,150,400,000 frank. Het vermoedelijk tekort is dus 46,520,000 frank.

Dit tekort wordt vastgesteld, rekening houdend met het feit dat de prijs van het brood op fr. 1.20 bepaald is.

Op te merken valt daarbij dat, op 31 December 1920, er een voorraad was van 315,654 ton graan waarvan de verkoop, in den loop van het jaar, een nieuw verlies zal voor gevolg hebben.

Deze voorraad omvatte :

129,682 ton gelost en ontvangen voor een globale waarde van	fr.	203,866,082 96
54,066 ton in lossing	}	292,674,531 07
131,906 ton op zee		
	fr.	<u>496,540,614 04</u>

Volgens de vooruitzichten en zonder rekening te houden met de vanaf 1 Januari 1921 gedane aankopen en die dienen moeten om het verlies te delgen, zullen deze 315,654 ton verkocht worden voor ongeveer. fr. 322,000,000 » wat een verlies zou laten van ongeveer 174,500,000 » waarvan echter de winst moet worden afgetrokken, komende van den verkoop der zemelen.

Maar wij moeten dit tekort niet in rekening brengen op de tegenwoordige Begrooting, daar de aankopen vóór 1921 zijn geschied. Rekening zal ermede gehouden worden wanneer, na afschaffing der bevoorradingsdiensten, men de balans zal opmaken, die aan de Wetgevende Kamers moet worden voorgelegd.

* * *

Men lette erop, dat belangrijke verminderingen werden toegebracht aan het ontwerp van de Begrooting. Wij zetten hier de cijfers naast elkaar :

Tekst.	Begrooting.	Amendementen.
1. Tijdelijk personeel	fr. 1,850,000	1,750,000
2. Materieel, huur, huisraad, enz.	270,000	270,000
3. Reis- en verblijfkosten, enz.	600,000	500,000
4. Bevoorradingen ⁽¹⁾	1,976,074,000	1,194,400,000
TOTAAL	fr. <u>1,978,794,000</u>	<u>1,196,920,000</u>

(¹) Diensten :

Inheemsche levensmiddelen	fr. 1,590,350,000	1,000,000,000
Handel	85,924,000	5,900,000
Koeldienst	270,000,000	177,000,000
Nationaal costuum	12,000,000	9,000,000
Vervaardiging van stoffen	2,500,000	2,500,000
Nationaal schoeisel	15,000,000	»
TOTAAL	fr. <u>1,975,074,000</u>	<u>1,194,400,000</u>

De vermindering is dus van belang : zij vertegenwoordigt eene som van 781,874,000 frank.

De wedden en vergoedingen van het tijdelijk personeel, met inbegrip van den duurtetoeslag, bedragen eene vermindering van 100,000 frank.

De reis- en verblijfkosten, enz., worden met 100,000 frank verminderd.

De bevoorrading der bevolking werd met 781,674,000 frank verminderd, waarvan hier de omstandige opgave volgt :

De aankopen van uitheemsch graan dalen van 1,491,550,000 frank op 932,150,000 frank, dus eene vermindering van 559,400,000 frank. Voor het volgend jaar wordt geen inlandsch graan meer opgekocht.

De aankopen van maïs, gerst en rogge voor de gistfabrieken vermeld op de Begrooting voor 25,800,000 frank, worden afgeschaft.

De handelsdiensten worden met 80,000,000 frank verminderd wegens afschaffing van den aankoop van boter en melk. De sommen op de Begrooting behouden (15,900,000 frank) moeten dienen om de algemeene kosten te dekken van het beheer der op 1 Januari 1921 voorhanden zijnde voorraden.

Al de bedienden in dienst werden doorgezonden, behalve degenen die met de verschillende vereffeningen belast zijn.

Bij den koeldienst, zullen de aankopen van bevrozen vleesch, die 251,500,000 frank bedroegen, slechts nog eene uitgave vergen van 151,500,000 frank, dus 100 miljoen minder.

Deze verminderingen zijn te verklaren door de daling van den prijs der koopwaren in de landen van herkomst, van de verminderde zeevracht en van de daling door den wisselkoers ondergaan. Het eerste ontwerp werd opgemaakt einde 1920, vóór dat de prijsdaling zich deed gevoelen. Men mag er bijvoegen dat de verkoop van bevrozen vleesch fel is afgenomen. De nijverheidscrisis heeft dezen dienst in zijne beste klanten getroffen, de werklieden wier koopkracht ernstig werd getroffen door de loonsvermindering en de groote werkloosheid.

De afschaffing van de vervaardiging van het nationaal schoeisel brengt het artikel van de Begrooting van 29,800,000 frank op 11,500,000 frank : eene vermindering dus van 18 miljoen 300,000 frank.

Langs den kant van de uitgaven zijn er natuurlijk overeenstemmende verminderingen, zoodat zij van 1,665,524,000 frank op 1,150,400,000 frank zullen dalen.

Tekst.	Begrooting.	Amendementen.
Verkoop aan de maalderijen . fr.	1,254,000,000 »	956,000,000 »
Verkoop aan de gistfabrieken .	25,000,000 »	Afgeschaft.
Verkoop van boter, verdichte melk en breiwerk, enz. . . .	81,924,000 »	5,900,000 »
Verkoop van bevrozen vleesch .	270,000,000 »	177,000,000 »
Verkoop van het kostuum en van het schoeisel.	29,800,000 »	11,500,000 »

* * *

Wij meenen niet hier het voorstel te moeten verdedigen van de heeren Maenhaut

c. s. strekkende tot het afschaffen van het Departement van Bevoorrading, vermits dit ontwerp slechts op de Begrooting van 1922 betrekking heeft. Meestal de Afdelingen en de Middenafdeeling, met inbegrip van den heer Maenhaut zelf, hebben de ongrondwettelijkheid ervan erkend.

Daarbij schijnen onze achtbare collega's open deuren te willen inloopen, gedeeltelijk althans, want de Minister van Nijverheid en Arbeid heeft meermaals reeds zijn beslist voornemen te kennen gegeven geleidelijk tot de afschaffing der verschillende diensten van bevoorrading te komen.

Het onderzoek van de Begrooting bewijst dat hij trouw bleef aan de belofte, die hij herhaaldelijk aflegde, zoo spoedig mogelijk tot den normalen toestand terug te komen — mits vrijwaring van de belangen der verbruikers. De in overleg met hem voorgestelde amendementen bewijzen het ten overvloede.

* . *

De terugkeer tot een normalen economischen toestand wordt dus gekenmerkt door eene zeer belangrijke vermindering der bedrijvigheid van het Departement van Bevoorrading. Deze had haren weerslag niet alleen op de Begrooting, zooals wij daareven deden opmerken, maar ook op een belangrijke en evenredige vermindering van het personeel. Inderdaad, in zijn jongste verslag over de Begrooting voor 1920, gaf onze achtbare collega, de heer Bologne, volgende tabel van het personeel :

	Op 18 Maart 1920.	Op 1 Juni 1921.
Cabinet van den Minister en Centrale Bevoorradingdienst	16	7
Handelsdiensten	118 ⁽¹⁾	48 ⁽²⁾
Aankoopdiensten.	18	17
Bestuursdiensten.	12	13
Vergunningsdiensten	41	18
Inheemsche levensmiddelen	141 ⁽³⁾	143 ⁽³⁾
Koeldiensten	101 ⁽⁴⁾	200 ⁽⁵⁾
C. B. R. I. in vereffening.	11	7
	<u>442 ⁽⁶⁾</u>	<u>482 ⁽⁷⁾</u>

Het personeel van de koeldiensten werd vermeerderd. Maar men mag niet uit het oog verliezen de merkelijke uitbreiding genomen door dezen dienst die zich voor het oogenblik bezighoudt met het oprichten van 17 gewestelijke koelinrichtingen, en volmaakte en voor deze bijzondere waren goed geschikte vervoermiddelen bezit.

(1) De provinciale diensten en de breiwerkplaats niet inbegrepen.

(2) Met inbegrip van de provinciale diensten en de breiwerkplaats.

(3) Met inbegrip van de opzieners.

(4) De provinciale diensten niet inbegrepen.

(5) Met inbegrip van de provinciale diensten.

(6) Sommige provinciale diensten niet inbegrepen.

(7) Met inbegrip van al de provinciale diensten.

Er dient ook op gewezen, dat de geleidelijke terugkeer tot een normalen toestand sedert lang begonnen is : zoo men de werking van den vergunningsdienst nagaat, dan ziet men hoe de Minister bezorgd was van deze uitzonderlijke regeling zoo spoedig mogelijk af te zien, zoodra de omstandigheden hun normaal karakter schenen te willen terugkrijgen. Vanaf 28 December 1918, werden de invoervergunningen afgeschaft voor eene gansche reeks artikelen. Eene nieuwe uitbreiding werd op 4 Januari 1919 aan dezen maatregel gegeven; de invoervergunningen werden alsdan afgeschaft voor al de koopwaren, behalve de granen voor broodbereiding, gerst, haver, rogge, ruwe en bewerkte tabak, wijn en sterke dranken.

Geleidelijk werd deze dienst aldus tot de meest geringe verhoudingen gebracht.

Op het stuk van graanaankoop, dient er op gewezen dat de Gray-overeenkomst niet zal vernieuwd worden en dat, reeds op 22 April 1921, het hoofd van het Departement van Bevoorrading een besluit uitvaardigde houdende volledige wijziging van de bevoegdheid van de Commissie voor aankoop van uitheemsch graan, die, van uitvoerend dat zij was, raadgevende werd. Onderhandelingen worden gevoerd tusschen vertegenwoordigers van den graanhandel, de maalderij en de bakkerij, eenerzijds, en het Departement, anderzijds, voor den terugkeer tot den normalen toestand.

* *

Eene nota van de Commissie voor de Begrooting en verschillende vragen, in de Afdeelingen gesteld, dringen er op aan, dat de Staat op besliste wijze de offers bepale, die hij zich heeft moeten getroosten op een stock verschillende koopwaren, die hij heeft aangekocht ten einde deze onder de verbruikers te verdeelen.

Het Departement van Bevoorrading is bij machte, met bewijsstukken, deze offers juist te bepalen. Zij bedragen :

	Dienstjaar 1919
Inlandsche levensmiddelen (granen) fr.	10,744,187 73
Verlies op het vee	10,636,527 12
Koeldiensten	1,358,970 06

	Dienstjaar 1920.
Inlandsche levensmiddelen (granen) fr.	187,280,357 33
Verlies op het vee	72,077,247 86
Handelsdiensten (twee dienstjaren vereenigd 1919-1920) .	72,218,467 25
Koeldienst.	16,359,656 32
Het Nationaal costuum leverde, voor 1920, eene winst op van fr. 9,517.48.	

* *

De leden der Commissie drukten ook den wensch uit, de gebeurlijke offers voor het dienstjaar 1921 te kennen.

Het Departement van Bevoorrading is geneigd dezen wensch in te willigen. Zijne ramingen kunnen echter slechts benaderend zijn, aangezien, voor het brood bij voorbeeld, zij den invloed ondergaan van uiterst veranderlijke factoren, namelijk de schommelingen van den wisselkoers en den prijs van het brood, dien de Minister op 1 frank wil brengen vanaf 1 Juli.

In deze onderstelling wordt het gebeurlijk verlies op den graanvoorraad, sedert 1 Januari 1921 ontvangen en nog te ontvangen, geraamd op 281 miljoen 500,000 frank.

De handelsdiensten voorzien een verlies van fr. 22,812,544.10 op de boter en van fr. 8,048,965.38 op verschillende koopwaren.

De koeldienst voorziet geen verlies voor 1921; het Nationaal costuum evenmin.

WINSTEN.

A. — Granen.

Er dient op gewezen, dat al de verrichtingen van de Bevoorrading niet met verlies sloten. De winsten, door het *Zemelenkantoor* verwezenlijkt, bedragen :

Fr.	6,006,566.22	voor het jaar 1919 ;
»	37,983,770.92	voor het jaar 1920 ;
»	30,500,000	» (raming voor 1921),

wat eene totale winst geven zal van ongeveer 74,500,000 frank.

Alzoo zou het totaal verlies op de granen, voor de drie dienstjaren, van 479,500,000 op 405,000,000 franken worden teruggebracht.

B. — Suiker.

Hetzelfde is het geval met de verrichtingen betreffende de suiker. De uitslag werd voor de drie dienstjaren samengevat als volgt :

De Minister van Financiën vermeldt als ontvangsten geïnd als *vergeldingstaxe* op de suiker :

In 1919	fr.	9,538,274 84
In 1920	:	16,674,688 67
In 1921 tot einde Maart		107,900 »
Te zamen		fr. 26,320,863 51

waarvan sommige uitgaven dienen afgetrokken te worden, zoo-
als verliezen der suikerfabrieken wegens oorlogsfeiten en verschil-
lende terugbetalingen, behoudens wijzigingen geraamd op fr. 6,214,682 07

De totale winst op de verhandelingen van suiker bedraagt dus fr. 20,086,181 44

Echter zou de uitvoer van het overschot der suiker-campagnes van 1920-1921 (30,000 ton) een verlies kunnen nalaten dat, berekend op grondslag van den tegenwoordigen wereldprijs, op ten hoogste 6 miljoen kan worden geraamd. Daar de suikerfabrikanten zich verbonden hebben 50 t. h. van dit verlies te dragen, zou het offer van het Departement slechts 3 miljoen bedragen.

Dus, zelfs in de meest ongunstige onderstelling, dat wil zeggen, zoo het Departement op den uitvoer een verlies van 3 miljoen moet dragen, zal er toch een boni van meer dan 17,000,000 frank overblijven.

Om in de suikerschaarschte in België te voorzien, gedurende de campagne 1918-1919, heeft het Ministerie van Bevoorrading de nijveraars en handelaars gemachtigd uitheemsche suiker voor het binnenland te koopen, mits het Ministerie deze suiker kon terugnemen of een deel daarvan, bijaldien, op een gegeven oogenblik, de voorraad bestemd voor het inlandsch verbruik niet meer aan de behoeften beantwoordde.

Gebruik makende van dit recht, heeft het Ministerie de volgende overeenkomsten overgenomen :

- a) Vereeniging der suikerbakkers : 1,000 ton witte Java-suiker ;
- b) Vereeniging der chocoladefabrikanten : 1,000 ton korrelsuiker ;
- c) Vereeniging der chocoladefabrikanten : 1,000 ton witte Mauritius-suiker ;
- d) « Comptoir sucrier » van Antwerpen : 4,000 ton witte Java-suiker ;
- e) « Comptoir sucrier » van Antwerpen : 1,000 ton bruine Java-suiker die geleverd werden aan de Thiensche Raffinaderij.

Daarbij had de Regeering ongeveer 8,500 ton witte Mauritius-suiker aangekocht voor het inlandsch verbruik.

In Augustus 1919 achtte de Regeering dat de suikervoorraad in België de behoeften van het verbruik tot den nieuwen oogst overtrof, en zij besloot 5,000 ton af te staan aan de Fransche Regeering, die er groote behoefte aan had.

De verkoop van suiker, bedoeld in deze verschillende overeenkomsten, liet eene totale winst na van fr. 2,720,424.49.

De winst op de gezamenlijke verhandelingen van suiker bedraagt dus fr. 22,806,605.93 voor de drie dienstjaren.

C. — *Alcohol.*

De verkoop van alcohol (toegelicht in Bijlage III) liet fr. 11,842,846.74 winst na.

*
* * *

Ten titel van inlichting geven wij (Bijlage II) eene nota, aantoonende op welke wijze de vermoedelijke verliezen op de verhandeling van granen in 1921 werden geraamd.

*
* * *

Het bedrag van de offers, door de Bevoorrading gedaan, kan, op het eerste gezicht, niet gewaarschuwde personen verrassen. Het dient te worden herinnerd

dat, wanneer de Regeering tot de inrichting van den bevoorradingsdienst besluit, zij een *openbaren dienst* in het leven roept, inricht en in bedrijf neemt.

Dienaangaande willen wij een uittreksel aanhalen uit eene redevoering, door den heer Minister Berryer uitgesproken op 29 Juni 1911 tijdens de behandeling der Begrooting van Binnenlandsche Zaken :

« Naar mijne meening, zegde hij, is het criterium van een gemeentedienst, dat deze laatste eene verplichting is voor het gemeentebestuur in zooverre dat het desnoods de mogelijkheid zou moeten overwegen, hem *zelfs met verlies* te vervullen. De openbare gemeentedienst is dus een dienst, die *eenig welzijn aan de gemeenschap kan bezorgen, en dus moet, zonder winst voor de kas, het gemeentebestuur hem inrichten.* »

a) De toelage voor het *brood*, die dus in België voor de drie dienstjaren 405 miljoen frank bedraagt, is een offer, dat, na den wapenstilstand, overal in het buitenland werd gebracht om deze onmisbare levenswaar op een prijs te houden, laag genoeg om maatschappelijke omlusten te vermijden. Dit offer werd gebracht met de goedkeuring van al de Ministers, in al de kabinetten die elkaar na de samenstelling van het cabinet Delacroix zijn opgevolgd.

In Frankrijk bedroeg het fr. 3,548,391,800.94 van 1 Januari 1919 tot 30 Juni 1920 en in Engeland 3,500,000,000 frank van Mei 1919 tot 15 Maart 1920.

b) Wat het *vee* betreft, dient in herinnering gebracht dat, krachtens vijf achtereenvolgende overeenkomsten, de Regeering in den loop van 1919 en 1920 vee heeft ingevoerd uit Argentinië, Canada en Amerika.

Het is moeilijk, bij gemis van vergelijkingsgronden, te ramen welke de onrechtstreeksche bezuiniging was, door den verbruiker verwezenlijkt wegens het aanvoeren van uitheemsch vee.

Wat men echter zeggen mag, is, dat deze invoer geschiedde op het oogenblik dat het goede slachtvee bijna geheel ontbrak in het land. Hij leverde den dubbeln uitslag op, aan de bevolking het vleesch te verstrekken, waaraan het zulke behoefte had na den wapenstilstand, en 's Lands veestapel tegen een ware vernietiging te vrijwaren. De statistieken van het veeartsenijkundig toezicht van het Ministerie van Landbouw zoomin als die van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken over het slachten van het vee konden tot nog toe niet bijgehouden worden, om met juistheid hooger bedoelde bezuinigingen te laten ramen.

Men schat nochtans het totaal jaarlijksch verbruik van vleesch, voor het geheele land, op 160 miljoen kilo, waarvan 40 miljoen door de koeldiensten van den Staat worden geleverd. Men verbruikt dus jaarlijks 120 miljoen kilo versch vleesch. In 1920 werd slechts gedurende de eerste zeven maanden uitheemsch vee ingevoerd. Men dient dus slechts in aanmerking te nemen de zeven twaalfden van het jaarlijksch verbruik, zijnde 70 miljoen kilo. Gedurende dit tijdperk heeft de Regeering 33,039 stuks zwaar vee op de markt gebracht voor een totaal gewicht van 20,493,829 kilo.

Zoo men aanneemt dat deze opbrengst van vleesch niet 50 t. h. van het levend gewicht heeft overschreden, dan zou dus de hoeveelheid, aan het verbruik

geleverd, 10,250,000 kilo hebben bedragen, wat meer dan een zevende is van het totaal verbruik van versch inheemsch vleesch.

Gedurende de eerste zeven maanden van 1920 heeft men op de markt van Cureghem een totaal van 36,313 stuks hoornvee te koop gesteld, waarvan 20,056, zijnde ongeveer 50 t. h., ingevoerd waren door het Departement van Bevoorrading. Men vat onmiddellijk het overgroot belang van dezen invoer van uitheemsch vee en zijn invloed op de prijzen.

Het dient ook te worden opgemerkt dat, als de invoer ophield in Augustus 1920, wanneer het inlandsch vee het best klaar was voor de slachterij en in genoegzame hoeveelheid voorhanden was om in de behoeften van het land te voorzien, eene prijsstijging zich voordeed en bleef voortduren tot einde 1920, zelfs tot op heden.

c) Wat betreft het verlies op het *bevroren vleesch*, is het van groot belang op te merken dat in het aangehaalde cijfer begrepen zijn, voor de afbetaling van de inrichtingen te Antwerpen en het rollend materieel, fr. 2,127,193.02. Men ziet hoe belangrijk deze delgingen zijn.

Het verlies op het bevroren vleesch wordt door dezelfde argumenten gebillijkt als die wij deden gelden voor den invoer van levend vee, maar ook door de noodzakelijkheid, onder het publiek een verbruiksartikel te brengen, waarvan het zich wars toonde, onder den invloed van een belachelijk vooroordeel dat hem het bevroren vleesch voor minderwaardig deed aanzien.

Dienaangaande mag er op gewezen worden, dat te Luik, in slechts ééne week van December 1919, het niet-aankomen van bevroren vleesch uit Amerika den prijs van versch vleesch met 3 frank per kilo deed stijgen.

Het is natuurlijk moeilijk op dit enkel gegeven te steunen, maar, zoo men een oogenblik aanneemt dat het totaal verbruik van versch vleesch in 1920 slechts het dubbele bedragen heeft van dit van bevroren vleesch, dan heeft men de bevolking eene winst doen verwezenlijken van 80,000,000 $\times$ 3 frank of 240 miljoen frank.

d) Wat de verliezen der *Handelsdiensten* betreft, is het duidelijk dat zij den invloed ondergingen van enkele ongelukkige verrichtingen, die met een tekort sloten wegens plotselinge ineenstorting van den wisselkoers. Dat is namelijk het geval voor de kaascontracten.

Het verlies op de *boter* wordt gewis gebillijkt door de drukking, die de verkoop van deze waar door het Ministerie op de prijzen heeft uitgeoefend, drukking waarvan de weldoende invloed blijkt uit eene statistiek der prijsnoteering die bewijst dat, bij elke verschijning op de markt van boter der bevoorrading, de prijzen gedaald zijn. (Zie tabel *BIJLAGE V*).

e) Voor de *suiker* bewijst eene vergelijkende tabel van de prijzen in Frankrijk sedert Juli 1919 tot Mei 1921 en die in België dat — steunend op een gemiddeld Belgisch verbruik van 10 miljoen kilo per maand — de Belgische verbruiker eene winst van 341,750,000 frank heeft verwezenlijkt.

Er blijven ons nog enkele diensten te vermelden, die onopgemerkt zouden voorbijgaan zoo men de aandacht niet vestigde, niet op het belang der verhandelingen, maar op het maatschappelijk belang van het beoogde doel.

A. — In Juni 1920 nam het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading de *Breiwerkplaats* over. Deze werd tijdens den oorlog opgericht op initiatief van de bestuurders van het Nationaal Comité. Zij had ten doel, werk te leveren aan de vrouwen die, ten gevolge van het vertrek van hun man naar het leger of de Duitsche gevangenen, in nood verkeerden. Dit werk wordt nog steeds voortgezet. Het bezigt 2,170 vrouwen. Vanaf de maand Juni 1920 heeft het voor 50,000 frank wol gekocht.

Deze 50,000 kilo wol leverden 45,593 kg. 200 gesponnen wol en 2,821 kg. 800 afval ; het verschil van 1,584 kg. 980 was het gevolg der droogte.

Van zijne verrichtingen wordt boek gehouden met die der Handelsdiensten. (Zie tabel *Bijlage IV*).

B. — Het *Nationaal costuum* werd gemaakt met wol, na den wapenstilstand voor het leger aangekocht. De dienst ondervond groote moeilijkheden om deze wol te doen spinnen, welke de fabrikanten niet gaarne bewerkten.

Een deel dezer grondstoffen werd nochtans in 1919 geweven voor den dienst van het leger (vervaardiging van laken voor vesten en kapotjassen).

Een ander deel moest dienen voor het vervaardigen van lakenstoffen voor verschillende besturen, zooals de spoorwegen, den toldienst, de posterijen, den dienst van de bescherming der kindsheid bij het Ministerie van Justitie en het Gemeentebestuur van Brugge.

Ten slotte besloot men het overschot te bewerken voor de vervaardiging van het nationaal costuum en om aan de bevolking een kleedsel te verschaffen dat de helft kostte van hetgeen de kleinhandelaars er alsdan voor vroegen.

Ziehier hoe de kostende prijs van dit costuum werd berekend :

Meters stof : 2 ^m 75 tegen fr. 23.75	fr. 65.34
Voering	28.00
Vervaardiging en keuring	36.36
Algemeene onkosten	4.50
TOTAAL	fr. 134.17

Het costuum wordt verkocht tegen 145 frank aan de kleinhandelaars, die het tegen ten hoogste 160 frank moeten verkoopen. In den binnenzak van het costuum is een etiket genaaid, dat zijne herkomst aanduidt. Het is gemaakt in zuiver wollen stof en bestaat in een dertigtal schakeeringen.

Het is ongelukkiglijk op de markt verschenen op een oogenblik dat de nijverheidserisis begonnen is en dat de werklieden, die de eersten hadden moeten zijn om er hun voordeel bij te halen, het niet konden koopen.

Op 7 Mei laatst had het Departement 25,000 costuums laten maken ; 7,600 werden verkocht. Men had gerekend er 100,000 te laten maken, maar men heeft den aanmaak stopgezet gezien dien geringen verkoop. Deze dienst is in vereffening.

C. — Op het oogenblik dat zij moeten verdwijnen, is het niet zonder nut te wijzen op het belang van de verrichtingen der handelsdiensten. Het grootste deel dezer diensten werd van het Nationaal Comité overgenomen.

Op 31 December 1920 had dit organisme voor fr. 346,375,362.18 zaken gedaan.

Het verkocht *boter* aan :

- 1,900 private handelaars ;
- 30 oud-strijdersmaatschappijen ;
- 15 gods- en gasthuizen ;
- 70 gemeenten en bevoorradingsinrichtingen ;
- 225 samenwerkende maatschappijen en
- 20 economen.

Voor de *verschillende koopwaren* handelde het met :

- 90 grossisten ;
- 300 samenwerkende maatschappijen ;
- 70 gemeenten, en
- 1,870 verschillende handelaars.

Dezelfde Handelsdiensten hebben den verkoop ingericht in de verwoeste streken.

Zij hebben 36 depôts opgericht, waarin de volgende koopwaren in 't klein verkocht werden : *boter*, kaas, corned beef, zalm, verdichte melk, zeep, koffie, varkensworsten, Weenersworsten, Engelsch spek en reuzel, boonen, tapioca, lucifers, tomaten. Deze diensten werden sedert enkele dagen vereffend : de verkochte waren kwamen voort van onderscheidene, aan het Departement overgegeven stocks.

Van October 1919 tot 31 Mei jongstleden hebben deze 36 depôts voor eene totale som van 2,526,000 frank verkocht.

Het belang van dezen verkoop zal aan niemand ontgaan en zijn invloed op de levensduurte in de verwoeste streken was ongetwijfeld heilzaam.

D. — Wij wijzen ook op al de *organismen*, waarvan het Departement van Bevoorrading de *vereffening* moet verzekeren. Het is een aanzienlijk werk, vermits deze organismen ten getale van acht zijn :

1. *De Burgerlijke bevoorrading*, in October 1918 in het leven geroepen door den Minister van Binnenlandsche Zaken en overgenomen door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading op 1 Mei 1919. Deze diensten hebben tijdens den oorlog al de Belgische organismen, alsmede de vluchtelingen in Frankrijk en de bewoners van het niet bezette gedeelte van België bevoorrad.

2. *De stoks voor het Binnenland* werden in 1914 opgericht in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, te Le Havre, door den heer Berryer.

Deze dienst kwam automatisch onder het bestuur van den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading krachtens het Koninklijk besluit van November 1918 houdende instelling van het huidige ministerie. Zijn werk bestond in den verkoop van bevoorradingsartikelen, te Conchil-le-Temple opgeslagen.

3. Het in vereffening zijnde *Nationaal Comité* ging over tot het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading op 1 Januari 1920.

4. Het *Kolenbureel* was de voorzetting van het Interprovinciaal Kolenbureel opgericht voor de voorziening der bevrijde streken. Op 1 Januari 1919 ging deze dienst over tot het departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

5. Het *Bureel van toezicht over de Intercommunale Samenwerkende Maatschappijen voor bevoorrading*. — Deze titel geeft duidelijk genoeg het doel aan van de inrichting, die sedert 4 April 1919 in werking is.

6. Het *Bureel voor vereffening der Samenwerkende Maatschappijen van bevoorrading* op 25 Juni 1919.

7. *De Dienst voor genees- en artseneijkundigen onderstand*.

8. *De Belgische Commissie van Bevoorrading der Intendantie en de Aankoopcommissiën in het buitenland* (New-York, Parijs en Londen). Deze inrichtingen waren opgericht geworden door het Ministerie van Burgerlijke en Militaire Intendantie om ter plaatse aankopen te doen in Frankrijk, Groot-Brittannië en de Vereenigde Staten. Zij gingen over tot het Departement, op 21 November 1918, toen dit laatste werd opgericht.

* * *

Er blijft nog te antwoorden op de vragen, door sommige leden in de Afdeelingen gesteld. Die, welke betrekking hebben op de financieele uitslagen van het Departement, werden genoegzaam beantwoord door de inlichtingen, welke wij hooger hebben verstrekt.

In de eerste Afdeeling wees een lid er op, dat het nuttig zou zijn, « zoo de » Commissie van Begroeting naging welke de vennooten zijn van de firma Gray, » met wie de Regeering nog onlangs nieuwe verbintenissen sloot, namelijk wat » betreft de nationaliteit van een der vennooten ».

De heer Van Hoegaerde, in zijne Kamerrrede op 9 Mei, bedoelde den heer Falck, den vennoot van den heer Gray. De heer Falck is inderdaad van Duitschen oorsprong. Hij woont sedert meer dan vijf en twintig jaar in de Vereenigde Staten en is Amerikaansch burger genaturaliseerd.

In dezelfde Afdeeling heeft een lid gevraagd « te onderzoeken of artikel 4 der » wet van 30 Juli 1919 de Regeering machtigt, verbintenissen aan te gaan, » die verder strekken dan 30 Juli 1921, en of zij zich namelijk voor een jaar » mag verbinden op 30 Juli aanstaande ».

Het Departement doet opmerken dat deze wet slechts de warrantieering bedoelde. Er werd overigens geen enkele verbintenis na 30 Juli aangegaan.

» Een lid wijst er op, dat de tarwecontracten, met hunne bedingen en voorwaarden, ter beschikking moesten gesteld worden van de Commissie voor de » Begrooting, die deskundigen zou raadplegen, volstrekt onafhankelijk van de » Regeering, van de Commissie voor aankoop en van het maaldersbedrijf, enz. »

Het Departement is bereid al deze overeenkomsten ter beschikking van de Commissie voor de Begrooting te stellen. Het vindt er geen bezwaar in, dat *parlementsleden*-specialisten dezelve zouden onderzoeken.

Een lid vraagt « of het juist is dat de heer Coenen, hoofd van den publiciteitsdienst van het dagblad *Le Peuple*, alleen belast is met de publiciteit der handelsdiensten ».

Deze publiciteit werd aan den heer Coenen toevertrouwd, omdat zijne eischen voor den Staat gunstiger waren dan die der overige agentschappen.

In de tweede afdeeling heeft een lid gevraagd « of de Minister van Bevoorrading niet besloten is, tot het stelsel van vóór den oorlog terug te keeren ».

Dienaangaande heeft de Minister voldoende verklaringen afgelegd.

Het land moet de Regeering en ook den Minister van Nijverheid en Arbeid gelukwensen over de wijze, waarop zij hunne zoo kiesche en moeilijke taak hebben vervuld.

Wat ook sommige afbrekers beweren, heeft onze Regeering niet anders gehandeld dan de overige Europeesche Regeeringen verplicht waren te handelen.

In Engeland is aan de bevoorradingpolitiek een eind gesteld. In Frankrijk heeft men er nog niet geheel van afgezien. In Duitschland heeft men, sedert den wapenstilstand, meer dan tien milliard per jaar uitgegeven om levensmiddelen aan de bevolking te verstrekken. De in België gedane offers, gezien de grootheid van het te bereiken doel en van de bekomen uitslagen, kunnen als zeer gematigd worden beschouwd.

Ten einde aan de wenschen van een zeker aantal Kamerleden tegemoet te komen, denkt de Minister van Nijverheid en Arbeid binnen enkele maanden al de diensten van de Bevoorrading te vereffen. Wij hopen dat men dit niet zal hoeven te betreuren.

De Verslaggever,

MAX HALLET.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

BIJLAGE I.

UITGAVEN.

BEVOOR

Artikelen.

1.	Tijdelijk personeel : wedden en vergoedingen. (Tabel XVII, Buitengewone uitgaven, art. 58)	fr. 1,750,000
2.	Materieel, huur, enz. (Tabel XVII, Buitengewone uitgaven, art. 59)	270,000
3.	Reis- en verblijfkosten, enz. (Tabel XVII, Buitengewone uitgaven, art. 60)	500,000
4.	Dienst der granen :	
	a) Aankoop van uitheemsch graan . fr. 952,150,000	
	b) Aankoop van uitlandsch graan . . . 46,850,000	
	c) Verschillende onkosten der Commissie 1,000,000	
		<u>1,000,000,000</u>
5.	Handelsdiensten :	
	Tijdelijk personeel : wedden en vergoedingen (met inbegrip van eene som van 70,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag)	900,000
	Algemeene onkosten, huur, vrachtprijs, verhandeling, enz.	<u>5,000,000</u>
		5,900,000
6.	Koeldiensten :	
	Tijdelijk personeel : wedden en vergoedingen (met inbegrip van eene som van 180,000 frank voor veranderlijken duurtetoeslag)	3,000,000
	Algemeen kosten, huur, voorraad aan olie, benzine, enz.	5,500,000
	Aankoop van bevrozen vleesch voor de burgerbevolking en het leger.	151,500,000
	Kosten van eerste oprichting, stapelhuizen in de provincie, enz.	<u>17,000,000</u>
		177,000,000
7.	Vervaardiging van het nationaal costuum.	9,000,000
8.	Vervaardiging van stoffen	2,500,000
	TOTAAL	<u>1,196,920,000</u>

NOTA. — De vermindering toegebracht aan de eerst vastgestelde cijfers, komen voort van de prijsdaling der koopwaren in het land van herkomst, den vrachtprijs en den wisselkoers, daar het eerste ontwerp einde 1920 werd opgemaakt.

RADING

ONTVANGSTEN.

Artikelen.

1.	Verkoop-opbrengsten van den dienst der inlandsche levensmiddelen fr.	956,000,000
2.	Id. van de handelsdiensten en van de breiwerkplaats	5,900,000
3.	Id. van de koeldiensten	177,000,000
4.	Id. van het nationaal costuum . .	9,000,000
5.	Id. van de stoffen	2,500,000

TOTAAL fr. 1,450,400,000

BIJLAGE II.

**Commissie voor aankoop van uitheemsch graan
te Antwerpen.**

VERRICHTINGEN VAN 1921.

A. — Koopen gesloten in 1921.

De koopen in 1921 gesloten, bedragen :

	Uitheemsch graan.	Inlandsch graan.
Van 1 Januari tot 30 April	146,377 ton	39,833 ton.
Van 1 Mei tot 15 Mei	13,485 id.	

De omstandige opgave der 159,862 ton uitheemsch graan komt voor in de hierbij gevoegde bijlage.

Bij dit cijfer dient gevoegd wat bij Gray Agents, nog te bestellen valt, dat wil zeggen op 30 April : 56,900 ton, zoodat wij in 1921 te ontvangen hebben, volgens koopen gesloten tot 30 April 1921 : 243,110 ton (146,377 + 56,900 = 203,277 ton uitheemsch + 39,833 ton inlandsch graan).

B. — Voorraden van het dienstjaar 1920.

Op 31 December 1920 hadden wij in voorraad gelost en op zee 315,654 ton.

Volgens de in 1920 gesloten overeenkomsten moest er nog worden ingescheept 249,589 id.

Zoodat onze behoeften voor 1921 gedekt waren tot beloop van 565,243 ton voortkomende van het dienstjaar 1920.

C. — Voorraden voor 1921.

Onze voorraden voor 1921 bedroegen dus op 30 April 1921, 808,353 ton.

D. — Duur onzer voorraden.

Deze 808,353 ton zullen onze behoeften dekken tot ten minsten einde September.

3

kilogram brood zou gebracht worden op fr. 1.10 op 15 Juni en op 1 frank op 15 Juli, dan zouden wij een bijkomend verlies lijden dat op den gelosten en drijvenden stock op 30 April 1921, op 16,500,000 frank mag geschat worden.

II. — *Verkoop van graan dat nog op 30 April 1921 moet worden ingescheept.*

Op 30 April 1921, moesten wij nog ontvangen :

184,763 ton kostende aan het Departement; aan de molens bezorgd, 155,360,000 frank, zoo wij den volgende conventioneelen grondprijs nemen :

Dollar = fr. 12.25 ; Pond = fr. 47.25 ; Vracht = fr. 7.50.

De gemiddelde prijs van dit graan zou aldus fr. 84.10 bedragen per 100 kilogram aan den molen afgeleverd.

Zoo dit graan verkocht werd op grondslag van den prijs van een kilogram brood tegen fr. 1.20, zouden wij eene winst van ongeveer 27,500,000 frank verwezenlijken.

Daarentegen, in de hooger gemaakte onderstelling betreffende twee achtereenvolgende verminderingen van fr. 0.10, zouden wij een verlies lijden van 9,500,000 frank.

SAMENVATTING.

Voor 1921

Rubrick F. — Verlies op de koopwaren tegen einde April uitgegaan	fr.	162,000,000
Id. , G. — Vermoedelijk verlies op den gelosten en drijvenden stock op 30 April 1921		93,500,000
	Fr.	255,500,000
de prijs van een kg. brood tegen fr. 1.20 berekend.		
Bijkomend verlies berekend op verminderingen van 10 centiemen op 15 Juni et 15 Juli . .		16,500,000
Id. H. — Vermoedelijk verlies op de nog uit te voeren koopen op 30 April 1921, de prijs van 1 kilogram berekend tegen 1 frank. . . fr.		9,500,000
te zamen einde September 1921, ongeveer. fr.		281,500,000

N. B. — Deze uitslagen houden geen rekening met de winst van den verkoop der zemelen die, einde 1921, 74,500,000 frank zal bedragen.

De winst op den verkoop der zemelen werd berekend met den thans op fr. 52.50 bepaalden prijs te brengen op :

Fr. 47.50	vanaf 15 Juni	{ of op fr. 42.50 vanaf 1 Juli.
Fr. 42.50	» 15 Juli	

BIJLAGE III.

NOTA

over den officieelen uitvoer van alcohol.

De overeenkomsten werden gesloten met de firma Gebroeders Schwartz, eerst door den heer Senator Colleaux, dan door kapitein Vincent, onderbestuurder bij het Departement van Economische Zaken, die aan het hoofd stond van de Economische afdeeling van den Rijn en als zoodanig voor de plaatsing in Duitschland zorgde van de voorraden van het Nationaal Comité en de Intercommunalen.

Krachtens de machtiging hem verleend bij besluit-wet van 5 November 1918 en tweemaal verlengd, regelt de Minister van Bevoorrading den prijs van gist en van suiker en siroop.

Wenschende den prijs van deze koopwaren te verminderen, zag hij zich genoodzaakt om eene overvloedige voortbrengst van gist en het gebruik van siroop te verzekeren, aan de stokers een minimumprijs voor de plaatsing van alcohol te waarborgen.

Daar het land al dien alcohol niet kon verbruiken, verwachtten de stokers van de Regeering den verkoop hunner voortbrenging.

Dat is de reden der Duitse koopverdragen. Deze werden gesloten tot groote voldoening van de Belgische stokers die aldus den gewaarborgden prijs hebben ontvangen.

Anderzijds bestaat er in bezet Duitschland een bijzondere toestand op het stuk van alcohol, de te maken prijs is er veel hooger dan in de overige landen.

De heer Vincent heeft dus alcohol verkocht tegen den hoogst mogelijken prijs en aangezien de nijveraars slechts den gewaarborgden prijs hadden te ontvangen, gaat het verschil naar den Staat.

Behalve het contract Colleaux, dat niet geheel kan worden uitgevoerd daar de beschikbare hoeveelheid niet beantwoordde aan de al te haastig bepaalde hoeveelheid, heeft de heer Vincent twee achtereenvolgende contracten gesloten.

Het eerste had betrekking op 2.463,000 liter alcohol tegen 5 frank den liter. Op dit contract heeft de staat ongeveer 7,500,000 frank gewonnen. Het tweede van 1,700,000 liter, tegen 2 frank den liter, wordt thans uitgevoerd. Op dit contract zal de winst gering zijn en zich feitelijk bepalen tot 16 centiem per liter als vrijstellingstaxe geïnd.

Het betreft hier den verkoop van alcohol vervaardigd met siroop van de vroegere suikerteelt, 30 frank door de nijvenaars betaald, als wanneer de prijs van de siroop dezer teelt op 20 frank werd gebracht. Men moest dus den verkoop van den alcohol tegen 2.40 fr aan de stokers verzekeren, ofwel hun 50 centiem per liter terugbetalen, zijnde het verschil tusschen den ouden prijs

en den nieuwen. Al wint de 's Lands Schatkist weinig, zij vermijdt toch een verlies van 850,000 frank.

De contracten worden gesloten op naam van den Minister van Bevoorrading omdat hij alleen daartoe bevoegd is, maar feitelijk verlaat zijn Departement zich voor alles wat alcohol betreft op den Centralen Dienst voor alcohol van het Departement van Financiën, dewelke zich bezig houdt met de schikkingen te treffen met de stokers, met de uitvoering door aflevering van de toelating tot vrijstelling en het verschil in prijs int.

Dit verschil wordt geschreven op de Begrooting voor order van het Ministerie van Financiën onder hoofding : *Vergeldingstaxes op alcohol*.

De bekomen uitslag is dubbel voordelig : hij waarborgt aan de stokers den beloofden prijs op hun alcohol en maakt het handhaven mogelijk van de verlaagde prijzen voor gist en suiker. Daarbij doet hij het verwezenlijkte overschot de Staatskas ten goede komen. Hij geeft de grootste voldoening aan de betrokken nijveraars die, aan zichzelf overgelaten, zouden overgeleverd zijn aan tusschenpersonen voor den verkoop van hun alcohol en dezen tegen den wereldprijs zouden moeten afstaan.

Dank aan dit feitelijk monopolie door de Hooge Intergeallieerde Commissie verleend aan den alcohol van Belgisch fabrikaat, kon hoogergemelde voordeelige toestand worden verwezenlijkt.

BIJLAGE IV.

Toestand van de breiwerkplaats op 31 December 1920.

DEBIT.		CREDIT.	
Storingsen :		Verschuldigd :	
Onze stortingen in de Schatkist 1920	fr. 527,428 98	Handelsdiensten, uitgaven	fr. 134,306 13
Beschikbaar :		Id. voorschotten	363,000 »
Kasse	12,023 65	Algemeen Bestuur (aankoop wol)	745,007 03
Postchecks	12,261 83		1,264,513 16
	<u>24,287 48</u>		
Roerend goed :			
Materieel en meubelen	1,033 95		
Kan te gelde worden gemaakt :		Winst op 31 December 1920	fr. 231,277 94
Schuldenaars	60,264 25		
Voorraad :			
Wol	906,283 58		
Afval	2,872 30		
Verpakking	2,540 05		
Fabrikaten	21,105 51		
	<u>932,736 44</u>		
	993,020 69		
	<u>Balans</u>	Balans	fr. 1,545,791 10

N. B. — Deze cijfers zijn vervat in opgave van den toestand der Handelsdiensten.

BIJLAGE V.

Beknopt overzicht betreffende de boter, door het Ministerie van Bevoorrading ingevoerd,
in vergelijking met de inlandsche boter (1920-1921).

1920.

De verkoop ving aan op 29 September.

	Inlandsche boter.		Regeeringsboter.			Winst gemaakt door de verbruikers van de Regeeringsboter.		
	Gemiddeld	Frank.	Prijs van het Ministerie	Frank.	Verskil	Verkocht	Kilogram.	Frank.
Van 27 September tot 2 October.		47 45	46	»	1 15	42,250	48,587 50	
Van 4 tot 9 October	—	47 55	46	»	— 1 55	—	44,000	21,700 »
Van 11 tot 16 October.	—	47 47	46	»	— 1 47	—	59,850	87 979 50
Van 18 tot 23 October.	—	47 »	46	»	— 1 »	—	21,300	21,300 »
Van 25 tot 30 October	—	47 »	46	»	— 1 »	—	89,200	89,200 »
Van 1 tot 6 November.	—	46 35	46	»	— 0 35	—	114,300	40,005 »
Van 8 tot 13 November	—	46 04	46	»	— 0 04	—	39,957	1,338 28
Van 15 tot 20 November	—	45 83	45 75	»	— 0 08	—	20,950	1,776 »
Van 22 tot 27 November	—	45 58	45 75	»	—	—	24,400	—
Van 29 November tot 4 December	—	45 66	45 75	»	—	—	60,750	—
Van 6 tot 11 December (Kerstmis)	—	46 08	45 75	»	— 0 33	—	24 600	8,118 »
Van 13 tot 18 December (id.)	—	47 48	45 75	»	— 1 73	—	55,200	95,496 »
Van 20 tot 25 December (id.)	—	48 50	45 75	»	— 2 55	—	117,500	299,625 »
Van 27 December tot 3 Januari	—	48 76	45 75	»	— 3 01	—	122,400	368,424 »

1921.

	Gemiddeld : 18.05	Prijs van het Ministerie : 15.75	Vershil : 2.30	Verkoelt : 119.980	275.885 "
Van 3 tot 8 Januari.	—	—	—	—	—
Van 10 tot 15 Januari	17.84	15.75	2.09	138.400	393.756 "
Van 17 tot 22 Januari	17.33	15.75	1.58	167.040	263.923 20
Van 24 tot 29 Januari	17.20	15.50	1.70	148.600	252.620 "
Van 31 Januari tot 5 Februari	16.44	15.50	0.95	97.900	93.984 "
Van 7 tot 12 Februari	17.56	15.50	2.06	73.650	188.544 "
Van 14 tot 19 Februari.	17.21	15.50	1.71	268.650	459.391 50
Van 21 tot 26 Februari.	17.00	15.50	1.50	200.825	502.062 50
Van 28 Februari tot 3 Maart	15.98	15.50	0.48	179.910	266.266 80
Van 7 tot 12 Maart	15.24	14.50	0.74	106.455	132.004 20
Van 14 tot 19 Maart.	15.20	14.50	0.70	159.379 1/2	191.255 40
Van 21 tot 26 Maart.	15.30	12.50	3.80	194.310	641.223 "
Van 28 Maart tot 2 April	14.88	12.50	2.38	240.322	692.127 36
Van 4 tot 9 April	14.50	12.50	2.00	202.001 1/2	503.003 75
Van 11 tot 16 April	12.60	10.50	2.10	231.772 1/2	602.608 50
Van 18 tot 23 April.	11.67	10.50	1.17	117.851	196.811 17
Van 25 tot 30 April	10.54	10.50	0.04	87.717	44.127 18
Van 2 tot 7 Mei	10.37	10.50	0.13	100.335	37.012 39 1/2
Van 9 tot 14 Mei.	10.10	8.50	1.60	70.255 1/2	112.480 "
Van 17 tot 21 Mei	9.12	8.50	0.62	84.410	52.334 20
Van 23 tot 30 Mei	9.85	8.50	1.35	98.466 1/2	132.928 77 1/2
					7.119.620 01

(¹)

(ERRATA IN N^o 372)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROETING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921.

TABEL XX^{bis}. — BEVOORRADING.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROTINGSCOMMISSIE UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER HALLET.

ERRATA

In het verslag moeten enkele drukfouten en onnauwkeurigheden worden verbeterd.

Bladz. 3, 14^{de} regel, staat :

« De sommen op de Begrooting behouden (15,900,000 frank). »

Lees : 5,900,000 frank.

Bladz. 3, 25^{de} regel, staat :

« Men mag er bijvoegen dat de verkoop van bevrozen vleesch fel is afgenomen. »

Daarop moet dezen zin volgen :

« *Het verbruik in 1921, maand per maand, vergeleken bij dit van dezelfde maanden in 1920, is nochtans gestegen.* »

Bladz. 4 :

De cijfers betreffende het personeel op 1 Juni 1921, zijn onjuist. De volgende wijzigingen dienen er aan toegebracht :

7
68
17
12
18
143
200
1

466 in plaats van 482.

H

Bladz. 4, 3^{de} laatste regel :

Lees : **14** *gewestelijke korlinrichtingen* in plaats van **17**.

Bladz. 8, 19^{de} regel :

In plaats van 15 Maart 1920, lees : *20 September 1920*.

Bladz. 9, 5^{de} regel :

In plaats van 50 %, lees : *meer dan 55 %*.

BIJLAGE II.

Bladz. 16, C. Voorraden voor 1921.

In het verslag staat : « Onze voorraden voor 1921 bedroegen dus op 30 April 1921, 808,353 ton. »

Die zin zou kunnen doen denken dat er op 30 April meer dan 800,000 ton in voorraad was.

Ziehier de indeeling van die 800,000 ton :

« Ontleding van het cijfer van 808,353 ton.

» Stock op aflading en onder stoom op 31 December 1920.	315,654 ton.
» Stock te laden op markten gesloten in 1920	249,589 id.
» Aankopen gesloten in 1921	146,377 id.
» Aankopen die nog moeten gedaan worden te Gray . . .	56,900 id.
» Inlandsche granen ontvangen na 1 Januari 1921	39,833 id.
» TOTAAL op 30 April 1921.	<u>808,353 ton.»</u>